



LA **Tête**
DANS LES
NUANCES

Une émission d'actualités
et de réflexions publiques
ANIMÉE PAR ROBERT AUBIN

Disponible sur | gazettemauricie.com |

PRODUIT PAR

lagazette
de la Mauricie et des environs
nousTV
« COGECO »

Gratuit

MENSUEL 20 000 EXEMPLAIRES
MARS 2026 - VOLUME 41 - NUMÉRO 4
www.gazettemauricie.com

FEMMES
- Une journée
encore nécessaire
PAGE 3



- Trauma et mémoire :
quand le corps se souvient
avant les mots
PAGE 6

lagazette

DE LA MAURICIE, Lanaudière et des environs

Média indépendant pour le bien commun

À boutte. Pour vrai.

PAGE 2



PHOTO : DOMINIC BÉRUBÉ

Cuba, malgré l'annulation



PAGE 8

PHOTO : GRACIEUSE ÉRIK CABRERA

Le trio Nelligan lance enfin son 1^{er} album !



PAGE 10

PHOTO : DOMINIC BÉRUBÉ

À BOUTTE. POUR VRAI.

Deux semaines de grève pour sauver le communautaire

Né à l'automne dernier à Shawinigan et dans Mékinac, le mouvement Le communautaire à boutte ! a rapidement dépassé les frontières de la Mauricie pour devenir un cri collectif entendu aux quatre coins du Québec. Parti d'un ras-le-bol face au sous-financement chronique et à l'épuisement des équipes, le geste de « tout arrêter » – impensable il y a encore quelques mois – s'est imposé comme un signal d'alarme. Aujourd'hui structuré dans l'ensemble des 17 régions administratives, le mouvement s'apprête à franchir une nouvelle étape avec une grève de services de deux semaines, une action que ses porte-parole qualifient à la fois de nécessaire et de révélatrice. Entrevue avec les porte-parole qui ont porté cette mobilisation du local au national : Mathieu Gélinas, directeur général, CAB Trait d'Union, et Caroline Chartier, directrice générale adjointe, Centre Roland-Bertrand



ISABELLE PADULA
DIRECTRICE GÉNÉRALE ET JOURNALISTE

Le mouvement Le communautaire à boutte ! est né à Shawinigan et dans Mékinac à l'automne dernier. Vous étiez au cœur de cette genèse. Pouvez-vous nous raconter les toutes premières discussions informelles, comment ce mouvement est né et comment l'idée de dire « on arrête tout » a germé ?

À force d'attendre que les choses changent, de multiplier les pétitions, de participer à des grèves rotatives sans constater d'amélioration concrète, un sentiment profond d'essoufflement s'est installé. Nous avions l'impression de toujours récolter les dernières miettes, malgré l'ampleur et l'importance de notre travail.

Dans ce contexte, l'idée d'une grève de services, de dire collectivement « on arrête tout », s'est imposée peu à peu dans les discussions entre des organisations communautaires de Shawinigan. Ce n'était pas un geste impulsif, mais le résultat d'une fatigue accumulée et d'un ras-le-bol partagé.

Très rapidement, cette réflexion a trouvé écho ailleurs en Mauricie. Ce que nous pensions être une réalité locale s'est révélé être un malaise largement répandu. À partir de là, tout s'est accéléré.

Ce cri du cœur mauricien est devenu un mouvement national. Était-ce prévu au départ ? Est-ce que la réponse des autres régions, dont Lanaudière, a été une surprise ?

Au départ, notre intention était de créer un modèle de mobilisation qui pourrait inspirer d'autres régions. Nous voulions démontrer qu'il est possible de se tenir debout collectivement et d'envoyer un message clair au reste des régions.

Est-ce que nous pensions que le mouvement prendrait une ampleur nationale aussi rapidement ? Oui, nous savions dès le départ que nous réussirions à mobiliser des groupes. Mais il y a une part de surprise, notamment devant la rapidité avec laquelle des régions comme la Montérégie, le Centre-du-Québec, la Gaspésie et plusieurs autres ont emboîté le pas.

Nous savions que notre message résonnait. Le sous-financement chronique,

l'épuisement des équipes et la pression constante sur les services ne sont pas des réalités propres à la Mauricie. Mais la vitesse de la mobilisation à l'échelle du Québec démontre à quel point le malaise est généralisé à travers toute la province.

Partout, les organismes partagent le même constat : si nous ne faisons rien aujourd'hui, dans deux ou cinq ans, nous serons encore au même point, ou pire. Ce mouvement national confirme que ce cri du cœur n'est pas isolé, il est collectif.

Pouvez-vous nous donner un portrait précis de l'organisation actuelle ? Combien de comités locaux compte-t-on aujourd'hui précisément en Mauricie, dans Lanaudière, dans la MRC de Nicolet-Béancour et à l'échelle du Québec ?

Le mouvement est maintenant présent dans l'ensemble des régions du Québec. Ce qui est marquant, c'est la vitesse à laquelle tout s'est structuré. Notre équipe a parcouru près de 15 000 kilomètres virtuels pour aller à la rencontre des groupes, échanger, soutenir l'organisation locale et répondre aux questions.

C'est un mouvement organique, qui grandit à partir du terrain. Les groupes s'organisent rapidement, prennent position et coordonnent leurs actions.

Nous serons présents partout. Ce n'est plus une mobilisation régionale, c'est un mouvement qui a désormais un écho national.

Est-ce que le fait que ce soit une initiative partie d'ici, de la région, a changé la façon dont le gouvernement vous perçoit ou vous écoute ?

Les gouvernements fonctionnent souvent en évaluant les niveaux d'impact et le risque politique. C'est une réalité.

Nos regroupements effectuent déjà un travail de fond constant : rencontres, mémoires, représentations, données, propositions concrètes. Le dialogue existe. Mais il est décevant de constater qu'il faut encore descendre dans la rue pour que l'enjeu prenne réellement du poids et que le tout se traduise par des engagements politiques.

Quand on observe l'actualité, on voit que les gains significatifs sont rarement obtenus dans le silence. Ils suivent presque toujours une démonstration claire et visible de mobilisation.

Des services seront fermés pendant deux semaines. Concrètement, comment



PHOTO : DOMINIC BÉRUBÉ

La mobilisation ne vise pas à fragiliser les communautés, mais à rappeler l'importance du filet social que les organismes communautaires maintiennent à bout de bras depuis des années.

gérerez-vous l'impact que ça aura sur des gens vulnérables de nos communautés qui vont se retrouver sans filet ?

Pendant ces deux semaines, les personnes qui vivront des situations urgentes ou préoccupantes seront redirigées vers les services publics. Cette décision n'a pas été prise à la légère. Elle a été longuement réfléchie, justement parce que nous savons à quel point les personnes que nous accompagnons sont vulnérables.

Cela dit, nous tenons à rappeler que la grève n'est pas le véritable problème. Le véritable problème, c'est le sous-financement chronique qui fragilise nos organismes depuis des années. Si rien ne change, ce ne seront pas deux semaines de fermeture partielle dont on parlera, mais bien de fermetures définitives de services importants.

La question que nous posons est simple : est-ce vraiment le Québec que nous voulons ? Un Québec où les services de proximité disparaissent peu à peu ?

La grève est un moyen de déranger, oui. Mais elle est surtout un signal d'alarme. Elle illustre concrètement ce que deviendrait notre société sans le milieu communautaire.

Et il est important de rappeler que la mobilisation et l'éducation populaire font aussi partie intégrante de notre mission. Pendant ces deux semaines, nous ne serons pas inactifs. Nous serons sur le terrain, à informer, à sensibiliser et à mobiliser la population. Parce que défendre le communautaire, c'est aussi faire œuvre d'éducation citoyenne. Nous ne pouvons plus continuer à fonctionner à bout de souffle.

Qu'est-ce qui peut être fait rapidement et que vous souhaitez voir changer concrètement à l'issue de cette grève ?

Salaires, reconnaissance, sécurité d'emploi, autre chose ?

Nous espérons une table de négociations avec les responsables politiques pour que nous nous entendions sur les avenues financières possibles. Nous espérons cette rencontre rapidement. Nous souhaitons des engagements financiers et clairs. Nous invitons chaque parti politique à faire l'exercice aussi, car le mouvement ne s'essoufflera pas.

Vous êtes porte-parole, donc vous répétez souvent les mêmes messages. Y a-t-il quelque chose qui vous habite, une colère, une peine ou un espoir, que vous n'arrivez pas à exprimer ?

Le mouvement part de la base, des travailleuses et travailleurs qui tiennent le filet social au quotidien. On n'arrête pas une mobilisation comme celle-là.

Ce qui est le plus difficile à nommer, c'est l'indifférence politique. Elle est brutale, parce qu'elle met en péril notre modèle communautaire et, ultimement, les personnes les plus vulnérables. Il est plus que temps qu'on nous tende la main. Nous ne demandons pas des privilèges, nous demandons les moyens de préserver ce qui tient notre société debout. 📢

Du 23 mars au 2 avril 2026, deux semaines de grève, d'actions et de revendications dans le milieu communautaire sont prévues. Pour les responsables du mouvement, ces deux semaines d'arrêt se veulent un électrochoc et une démonstration concrète de ce que deviendrait le Québec si le milieu communautaire, déjà à bout de souffle, venait à s'effriter davantage. Reste maintenant à voir si cette grève annoncée marquera un véritable tournant dans les discussions avec le gouvernement ou si elle ne fera que confirmer l'urgence d'agir.

GÉNÉRATIONS DEBOUTTE!
8 MARS 2026
 JOURNÉE INTERNATIONALE
 DES DROITS DES FEMMES

Crédits : Collectif 8 mars / Club Sexu
 Illustratrice : Alex Bilodeau

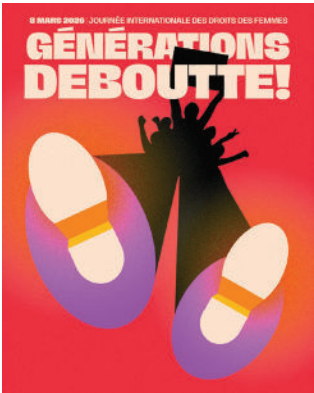
tcmfm
 Table de concertation
 du mouvement des
 femmes de la Mauricie

LÀ, POUR
 LES DROITS
 DES FEMMES !

Pour en savoir plus :
tcmfm.ca

JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES FEMMES 2026

Une journée encore nécessaire !



Le 8 mars, Journée internationale des droits des femmes, est une journée pour célébrer les victoires du mouvement des femmes, mais aussi un moment pour faire des bilans, réfléchir, échanger, mobiliser et interpeller les élu-es. Parce qu'en 2026, cette journée est encore nécessaire !

JOANNE BLAIS
ÉDITORIALISTE INVITÉE
DIRECTRICE DE LA TABLE DE
CONCERTATION DU MOUVEMENT DES
FEMMES DE LA MAURICIE

Il y a plus de 50 ans, le journal *Québécoises deboutte !* faisait vibrer les rues et les consciences. Par ces deux mots, il portait la voix d'un féminisme émergent déterminé à se faire entendre malgré les interdits de l'époque. Être *deboutte*, ce n'est pas une posture physique : c'est une position politique.

Aujourd'hui encore, les forces économiques, politiques et sociales divisent, oppressent et cherchent à restreindre les droits des femmes, à freiner leurs avancées, à semer la peur et la haine. D'une génération à l'autre, les appels se répondent, les luttes s'entre-lacent et les victoires se tissent ensemble vers l'égalité. Le féminisme se renouvelle, s'enracine et se nourrit de la diversité. Pour contrer les courants réactionnaires, il est nécessaire de puiser dans les forces féministes vivantes, solidaires et multiples.

En Mauricie, comme ailleurs au Québec, malgré plusieurs avancées, l'égalité entre les femmes et les hommes, et entre les femmes elles-mêmes, n'est pas encore atteinte. En 2026, les violences vécues par les femmes sont particulièrement préoccupantes ! En date du 13 février 2026, déjà six féminicides ont été confirmés ! Et ces féminicides ne sont que la pointe de l'iceberg des différentes formes de violences que peuvent vivre les femmes. La violence physique n'est pas la seule forme de violence. Les visages de la violence sont multiples : physique, verbale, psychologique, économique, sociale, sexuelle, notamment. Le 8 mars est donc, entre autres, une invitation à agir pour éliminer les violences faites aux femmes. Les violences faites aux femmes, c'est assez !

L'accès des femmes à des services de santé publics de qualité, universels et gratuits, est aussi une préoccupation d'aujourd'hui. Il

ne s'agit que de penser au droit et à l'accès à l'avortement. L'article 29 du Projet de loi 1, actuellement sur la table de travail du gouvernement du Québec, qui a finalement été retiré, nous a rappelé que ces acquis sont fragiles. Le 8 mars est donc aussi un moment pour se souvenir de celles qui ont mené, souvent dans l'illégalité et la répression, la lutte pour le droit à l'avortement au Québec ! Des femmes ont organisé des services clandestins, affronté la police et les tribunaux, refusé que leur corps soit gouverné par l'État, l'Église ou la médecine ! Ce n'est pas rien ! Et aujourd'hui, alors que certains groupes tentent de remettre en question un droit que

l'on croyait acquis, cette histoire prend une résonance particulière. Elle rappelle que nos droits les plus fondamentaux ne sont jamais définitifs, et qu'ils demeurent vulnérables face aux reculs politiques, juridiques et idéologiques.

Dans un portrait de la santé des femmes en Mauricie et au Centre-du-Québec publié en 2025 par la Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie (TCMFM), plusieurs constats préoccupants émergent : baisse de l'activité physique, hausse de la consommation excessive d'alcool, comportements sexuels moins préventifs, dé-

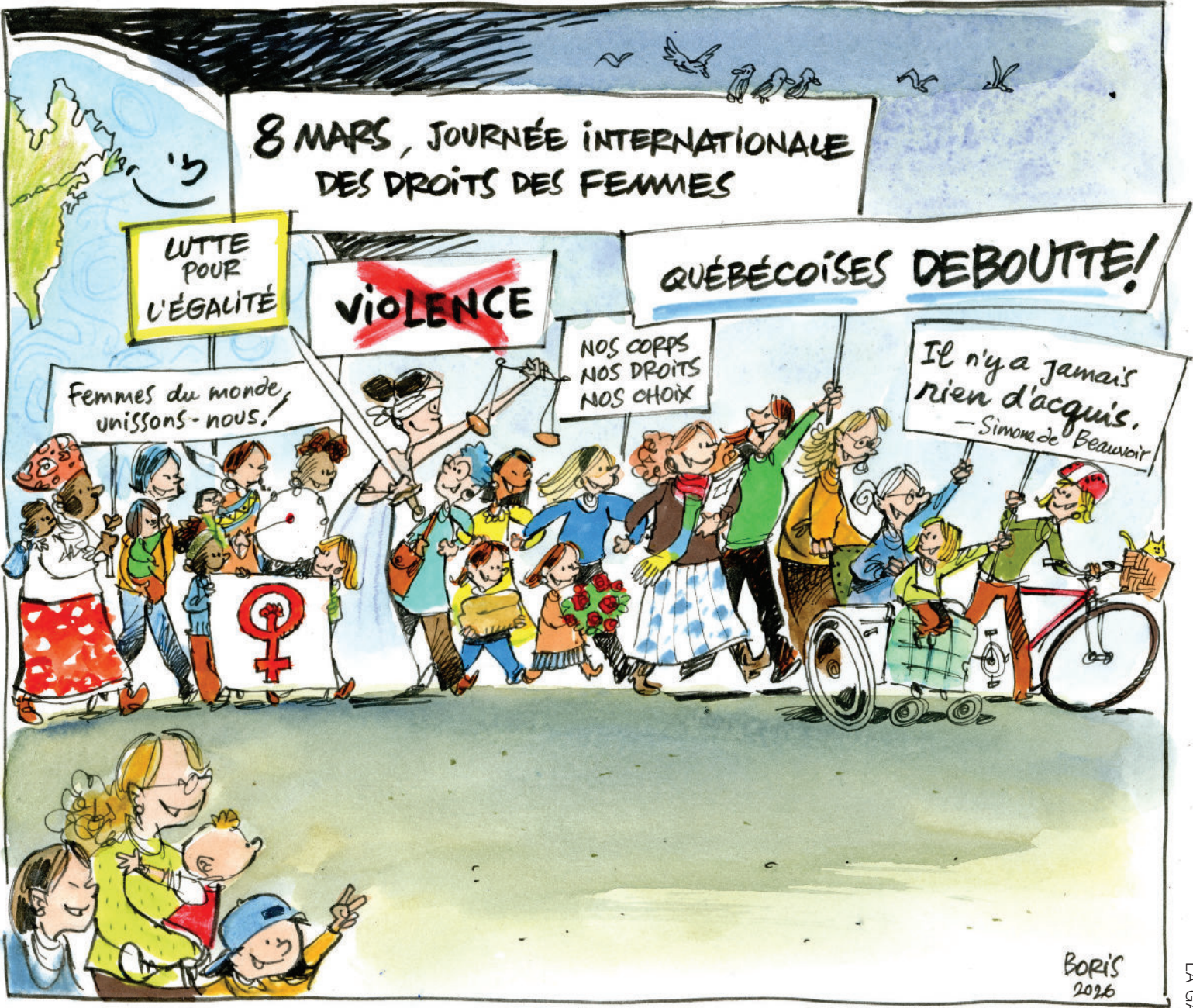
térioration de la santé mentale avec une hausse marquée de la consommation d'anti-dépresseurs, surtout chez les jeunes femmes et les femmes de 65 ans et plus, et persistance des violences conjugales et sexuelles. L'itinérance au féminin est aussi mise en lumière, en particulier chez les femmes de 25 à 44 ans vivant en situation de précarité.

Face à ces constats, plusieurs recommandations concrètes en termes d'activités de sensibilisation et de prévention pour améliorer la santé des femmes de la région sociosanitaire ont été formulées, allant de la promotion de saines habitudes

de vie à un meilleur accès aux ressources en santé sexuelle, en santé mentale et pour les femmes en situation d'itinérance ou victimes de violence. C'est d'ailleurs pourquoi il est important de pérenniser les outils qui favorisent l'accès aux ressources en santé et bien-être dédiées aux femmes de la Mauricie et du Centre-du-Québec, dont la plateforme maëlle. 

SOURCES DISPONIBLES
au.gazettemauricie.com

BORIS



Entrepreneuriat : deux portraits différents

Les sondages constituent souvent un défi d'interprétation, particulièrement ceux qui sont basés sur des concepts semblables mais dont les définitions exactes ne concordent pas. Voici deux études sur l'entrepreneuriat dont la comparaison des résultats surprend.



RENÉ GÉLINAS
CHARGÉ DE COURS À L'UQTR
ET CONSULTANT EN ANALYSE DE
DONNÉES

L'ENTREPRENEURIAT EN DEUX VERSIONS

Fin 2025, l'Institut de recherche sur les PME (INRPME) de l'UQTR publiait un rapport sur l'entrepreneuriat au Québec, rapport réalisé par les chercheurs Étienne Saint-Jean et Marc Duhamel de l'UQTR. Le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIE) a aussi publié, en 2025, un rapport sur le même thème, basé principalement sur des données de Statistique Canada. Ce second rapport a été réalisé par Pierre Brisson, économiste au MEIE.

Le rapport de l'INRPME porte sur une enquête de 2024 réalisée auprès de 460 répondant-es du Québec. Celui du MEIE analyse les données de l'En-

quête sur la population active (EPA) et du Programme d'analyse longitudinale de l'emploi de Statistique Canada. Les données pour certaines variables communes figurent au tableau suivant.

COMPARAISON INRPME ET MEIE		
Variable	INRPME	MEIE
Âge cible	18 à 64	15 à 79
% d'entrepreneur-es parmi la population cible	34,9 %	1,8 %
% des entrepreneur-es qui sont des femmes	32,3 %	24,1 %
% des entrepreneur-es qui sont des hommes	67,7 %	75,9 %
Taux de nouvelles personnes entrepreneures	7,7 %	3,7 %

ANALYSE DES DIFFÉRENCES

Les différences de résultats d'une étude à l'autre frappent : la proportion d'entrepreneures au Québec est de 34,9 % pour l'INRPME et de 1,8 % pour le MEIE (19,4 fois moins). Les proportions hommes et femmes entrepreneur-es diffèrent aussi, avec des écarts d'un peu plus de huit points de pourcentage entre les études. Quant au taux de nouvelles personnes entrepreneures, l'INRPME l'estime à 7,7 % et le MEIE à 3,7 % (presque deux fois moins).

Qui dit vrai ? Les écarts ne sont probablement pas attribuables à la qualité des études. Ils viendraient plutôt de ce qui est étudié dans chaque cas, et de différences méthodologiques.

CE QUI EST ÉTUDIÉ

Pour l'INRPME, un-e entrepreneur-e (travail autonome inclus) possède une entreprise, avec ou sans personne salariée. Ce peut aussi être toute personne qui veut créer son entreprise (entrepreneur-es naissant-es ou en processus de prédémarrage). Pour le MEIE, la définition est beaucoup plus restrictive : toute personne travaillant à son propre compte et embauchant au moins une autre personne est une personne entrepreneure. Cette différence peut expliquer une cer-

taine part des écarts entre les études. Selon les définitions et les données dans les rapports, le nombre d'entrepreneur-es au Québec serait ainsi de 128 000 pour le MEIE et de 1 891 500 pour l'INRPME !

Les deux objets d'études étant différents, les résultats le sont aussi, même si le sujet général – l'entrepreneuriat – est identique. Cela n'implique toutefois pas que l'une ou l'autre des études n'est pas valide. Elles peuvent l'être toutes les deux si les variables mesurées, et la façon dont elles le sont, restent compatibles avec la définition de leur objet d'étude respectif.

LES MÉTHODOLOGIES

D'autres considérations peuvent expliquer les écarts dans les résultats. Premièrement, la taille des échantillons. Pour l'INRPME, il s'agit d'une cueillette de données par sondage auprès de 460 répondant-es de la population adulte québécoise. Pour le MEIE, les résultats sont basés sur des données d'analyses et de rapports de Statistique Canada, notamment une cueillette de données auprès de 65 000 ménages par mois pour l'EPA.

Deuxièmement, l'âge des répondant-es (population cible) est de 15 à 79 ans pour le MEIE et de 18 à 64 ans pour l'INRPME. Selon Statistique Québec, le nombre de personnes de 15 à 79 ans est de 6 625 196 et de 5 419 078 pour les 18 à 64 ans. L'étude du MEIE ratisse donc plus large. Soulignons que son pourcentage de répondant-es de moins de 20 ans est statistiquement nul et qu'elle compte 11,7 % de répondant-es de 65 ans et plus alors qu'il n'y en a aucune pour l'étude de

l'INRPME, sa population cible n'excédant pas 64 ans.

POUR CONCLURE

D'autres différences méthodologiques peuvent avoir un impact sur les résultats. Par exemple, une personne nouvellement entrepreneure est, selon le MEIE, une personne ayant un statut d'entrepreneur-e acquis dans les 12 mois précédant le sondage. Pour l'étude de l'INRPME, il s'agit d'une personne entrepreneure ayant entre 4 et 41 mois de salaires versés.

Comprendre les résultats d'un sondage ou d'une étude n'est donc pas toujours simple. Il faut interpréter les résultats selon le contexte spécifique de l'étude et selon les définitions exactes de ce qui est étudié et mesuré. Il faut aussi faire preuve de prudence dans la comparaison des résultats entre différents sondages même s'ils traitent d'un sujet semblable.

Les spécialistes pourront débattre de l'utilité d'une définition commune de ce qu'est une personne entrepreneure, ou de ne pas coordonner leurs études pour avoir des résultats comparables ! Ils pourront aussi se questionner sur les coûts associés à de telles recherches et sur la valeur des informations recueillies.

Un des buts de la recherche est de faire avancer les connaissances, mais lorsque des recherches se font en vase clos, la possibilité existe que des résultats incomparables ne fassent que représenter deux faces... de deux médailles différentes. 📊

SOURCES DISPONIBLES
au.gazettemauricie.com

Contenants,
emballages,
imprimés.
C'est tout.



Une initiative de
Éco
Entreprises
Québec

Tu veux un défi
qui a du sens ?

On cherche 1 journaliste terrain
à raison de 26 h/semaine

Territoire : Mauricie
Horaire hybride bureau et télétravail,
équipe passionnée, formation disponible

Information :
ipadula@gazettemauricie.com

Où en est le projet d'impôt minimum mondial ?

Le 5 janvier dernier, 147 pays se sont entendus, sous l'égide de l'OCDE, pour jeter les bases d'un impôt minimum mondial sur les profits des grandes entreprises multinationales, un projet lancé en 2021. Le but de cet accord est de mettre un frein au transfert artificiel de profits d'entreprises multinationales vers des pays où le taux d'imposition est très faible, privant ainsi les gouvernements de revenus considérables. Mais depuis le retour de Trump, le projet est menacé.



ALAIN DUMAS
ÉCONOMISTE

Selon cet accord, tous les pays devront percevoir un impôt minimal de 15 % sur les profits des entreprises multinationales qui déclarent un chiffre d'affaires de 1 milliard de dollars US ou plus sur leur territoire. Par exemple, dans le cas d'un pays qui imposerait plus faiblement des entreprises canadiennes enregistrées sur son territoire, le gouvernement canadien pourrait réclamer la différence entre les revenus d'un impôt minimal de 15 % et ceux du plus faible taux d'imposition appliqué dans cet autre pays.

Cette différence pourrait représenter 5 milliards de dollars de revenus supplémentaires pour le gouvernement canadien la première année. Pour l'ensemble des pays signataires, l'OCDE évalue ces revenus additionnels à 150 milliards de dollars US (200 milliards de dollars CA). Notons que ces revenus pourraient être moindres, si les pays ayant un faible taux d'imposition décidaient de le porter à 15 % afin de percevoir eux-mêmes ces revenus.

LA CONCURRENCE FISCALE

La diminution des rentrées fiscales causée par les transferts de profits des multinationales a connu son envol depuis la mondialisation de l'économie dans les années 1980. Avec la disparition de bon nombre de barrières commerciales et financières, les pays se sont livrés une vive concurrence fiscale afin d'attirer des entreprises étrangères ou tout simplement des sièges sociaux d'entreprises sur leur territoire. En conséquence, le taux moyen d'impôt des entreprises est passé de 45 % dans les années 1980 à 20 % aujourd'hui.

C'est dans ce contexte que les paradis fiscaux sont devenus très attractifs pour les entreprises et les ménages les plus riches de la planète. Selon Tax Justice Network, la valeur des actifs financiers des multinationales qui sont placés dans les paradis fiscaux atteint 1 420 milliards de dollars US, ce qui occasionne des pertes de revenus fiscaux de 492 milliards de dollars US pour les gouvernements concernés. Du côté des ménages, leur richesse dissimulée dans les paradis fiscaux se situe entre 6 000 et 12 000 milliards de dollars US, ce qui engendre des pertes de revenus fiscaux de l'ordre de 2 100 à 4 200 milliards de dollars US pour les pays concernés.

Le Canada n'est pas en reste, car il figure au 5e rang des paradis fiscaux, ce qui le rend responsable de 31 milliards de dol-



PHOTO : DOMINIC BÉRUBÉ

Le taux moyen d'impôt des entreprises est passé de 45 % dans les années 1980 à 20 % aujourd'hui.

lars US de pertes fiscales imposées aux autres pays. Cependant, le Canada encourt aussi des pertes de revenus fiscaux à hauteur de 15,2 milliards de dollars CA par année, dont 12,4 milliards en provenance des entreprises et 2,8 milliards de la part des ménages.

UNE ENTENTE MENACÉE

Le 6 janvier dernier, Trump annonçait le retrait des États-Unis de l'accord sur l'impôt minimum mondial. Ainsi, les entreprises ayant leur siège social aux États-Unis seront exemptées de l'impôt minimum de 15 %. Étant donné le poids des entreprises américaines dans l'économie mondiale, le retrait améri-

cain menace la survie même de cet accord. En plus, Trump a menacé de répliquer avec des taxes de représailles sur les entreprises étrangères si l'impôt de 15 % est appliqué aux entreprises américaines. Le retrait américain menace donc de relancer la concurrence fiscale et conséquemment la baisse des rentrées fiscales, forçant ainsi les États à s'abriter dans l'éducation et les services sociaux. 🇺🇸

SOURCES DISPONIBLES
au.gazettemauricie.com

Insatisfait d'un service public?

On donne suite à votre plainte.



La fin des programmes collégiaux en prison : un recul pour la société

Les pénitenciers du Québec s’apprêtent à tourner le dos à plus de 50 ans d’histoire en enseignement collégial en fermant les portes de leurs classes de cégep, au moment même où l’on répète partout que l’éducation est un droit fondamental et qu’elle devrait être accessible à toutes les personnes. Cette décision, qui sera effective dès le 30 juin prochain, devrait nous inquiéter bien au-delà des murs des pénitenciers...



SARAH LEMAY
CONSULTANTE EN ÉQUITÉ,
DIVERSITÉ ET INCLUSION

Depuis presque deux ans déjà, mes recherches doctorales portent précisément sur l’accès à l’enseignement collégial dans les pénitenciers au Québec, dans le cadre d’un doctorat en administration et politiques de l’éducation. Je ne peux donc m’empêcher de penser que la décision de Service correctionnel Canada (SCC) de retirer l’offre des programmes collégiaux au sein même de certains de leurs établissements carcéraux est complètement insensée.

Sur papier, nous sommes pourtant exemplaires et avons comme noble intention de promouvoir l’accès à l’éducation, dont l’enseignement supérieur. Les grandes déclarations internationales affirment que toute personne a droit à l’éducation, et le ministère de l’Enseignement supérieur mentionne même dans son Plan stratégique 2023-2027 que l’enseignement supérieur « doit être ouvert et accessible à tous ceux qui le souhaitent, sans aucune discrimination ». Nos différentes lois et politiques sur l’éducation parlent d’équité, de réussite et d’inclusion. Mais, dès qu’on franchit une clôture surmontée de barbelés, ces principes se mettent mystérieusement à disparaître, comme si l’éduca-

tion et les droits s’arrêtaient aux portes des pénitenciers.

LES BIENFAITS DE L’ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Dans mes travaux, j’ai pu constater à quel point la population carcérale cumule les difficultés scolaires. On parle de décrochage, de parcours marqués par les échecs, de troubles du langage, de pauvreté et évidemment de stigmatisation qui débute parfois dès les premières expériences scolaires. Les personnes incarcérées ont donc pour la plupart un parcours scolaire assez chaotique, mais paradoxalement l’incarcération est parfois le premier endroit où elles peuvent véritablement avoir la possibilité d’étudier. Quand on coupe ces occasions d’apprentissage, on enlève parfois la première vraie chance de développer une relation positive avec l’école. On retire à des gens la possibilité de se réconcilier avec eux-mêmes et avec la société. L’école ne sert pas seulement à développer des connaissances et des compétences. C’est aussi un lieu où l’on peut s’émanciper, s’ouvrir aux autres, prendre confiance en soi et développer des habiletés qui permettront de prendre part au projet de société. J’ai lu et écouté plusieurs témoignages de personnes judiciarisées au cours des derniers mois et plusieurs racontent à quel point les études ont redonné un sens à leur quotidien en transformant leur peine d’incarcération en période de réflexion sur soi. Pour certaines, la perspective de décrocher un diplôme représentait la possibilité concrète de ne pas revenir en prison. Quand on parle de

sécurité publique et de protection de la population, il est difficile d’imaginer un outil plus efficace que l’éducation.

UN CHOIX POLITIQUE QUI NOUS REGARDE

Quand on demande pourquoi de telles coupures ont lieu malgré le fait que l’enseignement supérieur soit un moyen efficace pour prévenir la récidive, le SCC répond qu’il veut se concentrer sur la formation professionnelle et qu’il doit s’adapter aux besoins du marché et du monde du travail. Mais il faut arrêter de se mentir. Couper dans l’éducation, c’est un choix politique et c’est toujours un mauvais choix. C’est un choix qui envoie un message que l’accès à l’enseignement supérieur n’est pas rentable, surtout pour les personnes qui, dans les faits, en auraient le plus besoin.

En privilégiant uniquement la formation professionnelle en fonction des besoins du marché, on réduit l’éducation à une logique d’employabilité immédiate, comme si sa seule valeur résidait dans la capacité de produire et non de penser. De plus, lorsqu’on sait qu’incarcérer une personne coûte un peu plus de 100 000 \$ par année, alors que les programmes collégiaux offerts par le Cégep Marie-Victorin ont coûté 210 000 \$ en 2024-2025 et qu’ils ont permis à 50 personnes d’étudier, il devient évident qu’éduquer coûte moins cher qu’incarcérer.

Investir dans l’éducation, c’est investir dans la prévention, dans la protection de la société et dans le développement de l’autonomie citoyenne. C’est offrir



PHOTO : DOMINIC BÉLHUCÉ

Les personnes incarcérées ont pour la plupart un parcours scolaire assez chaotique, mais paradoxalement l’incarcération est parfois le premier endroit où elles peuvent véritablement avoir la possibilité d’étudier.

des outils aux personnes incarcérées afin qu’elles puissent participer à la société plutôt que de leur en refuser l’accès. Quand on coupe dans l’éducation, on coupe dans l’avenir. On appelle cela une coupure de budget, mais il faut arrêter de banaliser des décisions qui, en réalité, fragilisent les fondements mêmes de notre société. 

FEMMES

TRAUMA ET MÉMOIRE : QUAND LE CORPS SE SOUVIENT AVANT LES MOTS

Pourquoi certaines victimes mettent des années avant de porter plainte

Lorsqu’une personne révèle une agression sexuelle plusieurs années après les faits, une question revient encore trop souvent : « Pourquoi ne pas avoir parlé plus tôt ? » Cette interrogation repose sur une idée fausse : celle que la mémoire fonctionne toujours de manière claire, logique et chronologique. Or, des recherches en neurosciences démontrent le contraire. En contexte de traumatisme, le cerveau et le corps réagissent d’abord pour survivre – pas pour raconter.

JULIE COURTOIS
DIRECTRICE GÉNÉRALE



QUAND LE CERVEAU PASSE EN MODE SURVIE

Lors d’une agression sexuelle, le cerveau active son système d’alarme. On parle souvent des réactions de fuite ou de défense, mais plusieurs victimes vivent plutôt une réaction de figement. Cette réponse est automatique et involontaire.

Certaines régions cérébrales, comme l’amygdale, qui détecte le danger, deviennent hyperactives. D’autres, notamment l’hippocampe, responsable d’organiser les souvenirs dans le temps et l’espace, fonctionnent moins efficacement. L’événement peut alors être encodé de façon fragmentée, désorganisée ou partielle.

Ce mécanisme n’est ni un choix ni une faiblesse. C’est une réaction biologique normale face à une menace perçue comme extrême.

UNE MÉMOIRE NON LINÉAIRE

Contrairement à un souvenir ordinaire, le souvenir traumatique ne suit pas toujours un fil logique. Il peut se manifester par des images isolées, des sensations physiques, des odeurs, des sons ou des émotions intenses, parfois sans contexte précis. Certaines personnes présentent des trous de mémoire. D’autres voient des fragments émerger des années plus tard, souvent à la suite d’un déclencheur.

Pour l’entourage, ces récits peuvent sembler flous ou changeants. Pourtant, la recherche en psychotraumatologie est claire : des souvenirs incomplets ou évolutifs ne sont pas des indicateurs de mensonges. Ils sont des conséquences fréquentes d’un cerveau qui a priorisé la survie plutôt que l’enregistrement cohérent des faits.

QUAND LE CORPS PARLE AVANT LES MOTS
Même lorsque la mémoire consciente est brouillée, le corps peut conserver une trace très vive d’une agression. Plusieurs survivantes et survivants consultent pour des difficultés qui semblent, à première vue, sans lien direct avec un événement précis.

On observe notamment des douleurs chroniques inexpliquées, des troubles

du sommeil, une anxiété persistante, des crises de panique ou des réactions intenses à certains lieux, odeurs ou contacts physiques. Ces manifestations s’expliquent par la mémoire implicite ou somatique : le corps se souvient du danger et peut réactiver la réponse de survie longtemps après les faits.

Ce phénomène est reconnu par l’Organisation mondiale de la santé et soutenu par de nombreuses études cliniques. Le trauma ne se loge pas uniquement dans la pensée ; il s’inscrit aussi dans le corps.

POURQUOI LA DÉNONCIATION SURVIENT PARFOIS DES ANNÉES PLUS TARD

Comprendre ces mécanismes aide à saisir pourquoi tant de victimes portent plainte tardivement – ou ne portent jamais plainte.

La difficulté à nommer ce qui a été vécu, la minimisation, la peur de ne pas être crue, le lien avec l’agresseur (conjoint, membre de la famille, ami) ou l’absence de sécurité émotionnelle, sociale ou financière peuvent freiner la parole. Pour certaines personnes, ce n’est qu’après avoir acquis de la stabilité, du soutien ou une meilleure compréhension de leurs réactions que le dévoilement devient possible.

Les données de Statistique Canada montrent d’ailleurs que les agressions sexuelles figurent parmi les crimes les moins dénoncés. Le délai n’est pas exceptionnel : il est fréquent.

ACCUEILLIR LA PAROLE, PEU IMPORTE LE MOMENT

La science est sans équivoque : le délai de dénonciation est une conséquence du trauma, pas un indice d’incrédibilité. Pourtant, ces délais sont encore trop souvent utilisés pour remettre en doute la parole des victimes.

C’est pourquoi les CALACS (Centres d’aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel) offrent un accompagnement spécialisé, sans pression ni obligation de dénoncer. Le respect du rythme des personnes survivantes demeure central. Parler, se taire, attendre, comprendre : toutes ces étapes peuvent faire partie du processus de guérison.

Lorsqu’il est question de violence sexuelle, il n’existe pas de « bon moment » pour parler. Il existe seulement le moment où c’est possible. 

SOURCES DISPONIBLES
au.gazettemauricie.com

Un projet scolaire stimulant !

Laissez-moi vous parler d'un projet réalisé dans le cadre du cours de Design de secondaire 3 du programme PEI à l'école secondaire des Pionniers en collaboration avec l'enseignante Martine Provencher et l'organisme Piliers Verts.

MATÉO GRENIER

JEUNE REPORTER

À la suite d'une randonnée effectuée à la rivière Milette, les deux groupes qui ont participé au projet ont pu découvrir la beauté et la richesse de ce milieu naturel au cœur de Trois-Rivières.

Par la suite, un intervenant de Piliers Verts est venu nous rencontrer en classe pour échanger avec nous sur l'importance de la conservation de milieux boisés tels que celui que nous avons visité. Il nous a également proposé de prendre part aux efforts pour mieux protéger la nature et nous reconnecter avec elle dans le cadre d'un projet intitulé Habiter l'avenir de la rivière Milette. Au terme de l'atelier vécu avec Piliers Verts, nous avons ciblé des problématiques auxquelles nous souhaitions tenter de trouver des solutions.

Il nous est d'abord apparu essentiel de sensibiliser la population à l'importance de connaître et de protéger le milieu naturel du boisé de la rivière Milette. De plus, nous avons déterminé qu'il était crucial de tenter de reconnecter notre génération à la nature et de mesurer le niveau de déconnexion des gens. Enfin, certaines équipes ont choisi de travailler sur des aménagements à mettre en place dans les sentiers du boisé. Nous

nous sommes donc mis à la tâche au cours de quelques périodes en classe pour faire des recherches et élaborer nos solutions.

Au niveau de la sensibilisation, nous avons ciblé différents publics à rejoindre tels que les élèves de notre école, les élèves des écoles primaires ainsi que les personnes âgées qui vivent dans les résidences près du boisé de la rivière. Nous avons dû adapter nos approches à ces publics. Des prises de rendez-vous ont été faites avec des enseignant-es et des responsables des résidences.

Au niveau de la déconnexion/reconnexion à la nature, des équipes ont élaboré des questionnaires et des sondages ainsi que des stratégies pour favoriser leur diffusion dans les milieux.

En outre, certaines équipes ont choisi de réaliser des capsules vidéos et des publications à diffuser sur les réseaux sociaux alors que d'autres ont créé des outils pouvant être installés dans les sentiers tels que des panneaux éducatifs et même des nichoirs. Enfin, une équipe a fait des démarches auprès de la Ville de Trois-Rivières pour envisager l'installation de poubelles dans le boisé et une autre a interpellé la bibliothèque de Trois-Rivières en offrant des signets de sensibilisation à distribuer.



PHOTO : PILIERS VERTS / JEUNES REPORTERS

Une équipe a fait des démarches auprès de la Ville de Trois-Rivières pour envisager l'installation de poubelles dans le boisé.

À la suite de la réalisation des activités ciblées par les équipes, nous avons effectué un retour en réunissant les deux groupes ainsi que des intervenants de Piliers Verts pour présenter les résultats et échanger sur les apprentissages effectués et les défis rencontrés.

Au final, plus d'une dizaine de présentations ont été faites dans des classes du primaire et du secondaire ainsi qu'au sein de deux résidences de personnes âgées. Deux capsules vidéos et cinq publications ont été élaborées. Des interpellations de responsables au niveau municipal ont été réalisées. Trois ni-

choirs ont été construits. Un site web ainsi que deux sondages ont vu le jour. Des affiches, des signets et des panneaux ont été conçus.

En conclusion, je trouve que ce projet témoigne de l'importance de l'éducation à la nature auprès des élèves et du rôle que nous pouvons jouer pour prendre soin de l'environnement et nous engager dans notre milieu. J'ai apprécié l'accompagnement offert pour pouvoir m'impliquer et avoir un impact dans ma communauté. Parfois, il suffit d'un brin de motivation pour trouver l'énergie de changer les choses positivement !

Ensemble, on se mobilise face au racisme le 22 mars

Comment vous sentiriez-vous à l'idée de changer de couleur de peau et de langue pour une journée au Québec ? Comment se dérouleraient vos échanges ? Seriez-vous regardé-e différemment en tant que personne caucasienne ou racisée ? Il y a fort à parier que oui, car le racisme est encore trop présent au Québec et partout en Amérique sous différentes formes. C'est pour cela que nous vous invitons à venir vous mobiliser avec nous le 22 mars à 13 h 30 dans le cadre de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, soulignée le 21 mars de chaque année.

LE GROUPE CITOYEN-NES DU MONDE ET DE CHEZ NOUS

JEUNES REPORTERS

DU RACISME ?

Quand il est question de racisme, les personnes non racisées, comme une partie des auteur-rices de ce texte, penseront peut-être à des actes évidents comme l'exclusion d'une enfant par ses camarades parce qu'elle n'est pas blanche, un contrôle de police trop souvent systématique sans même que la moindre infraction ait été commise ou un refus de location d'un logement. Il est vrai que le racisme prend ces formes, mais il prend aussi des formes plus insidieuses dans la vie de tous les jours.

Que ce soit avec l'adoption de la loi 94 récemment, qui resserre les réglementations entourant la laïcité, institutionnalisant ainsi la discrimination envers les femmes qui choisissent de porter le voile en leur interdisant l'accès à des emplois et à des lieux ; ou lorsqu'on demande à quelqu'un d'où vient-il vraiment en lui rappelant qu'il est automatiquement « étranger » parce que non blanc ; ou quand des médias soutiennent que les problèmes de logement ou d'accès à la garderie sont dus à l'immigration : toutes ces situations viennent renforcer l'idée que certaines personnes ont une place plus légitime que d'autres dans la société.

Dans une société raciste, les pensées des personnes discriminées et des personnes discriminantes sont altérées. L'hypervigilance, par exemple, consiste à éviter de manifester des signes pouvant correspondre à des stéréotypes qui sont véhiculés. Ainsi, une personne noire peut tenter d'éviter consciemment de paraître dangereuse en passant à côté d'autres personnes, alors qu'elle sait qu'elle ne l'est pas. La marge de manœuvre des personnes discriminées est beaucoup plus mince. Le moindre faux pas peut avoir des conséquences.

Le racisme se fait autant inconsciemment que consciemment : des pensées intrusives qui apparaissent, des préférences, des jugements, des façons de réagir différentes. La peur de l'étranger et de l'inconnu est peut-être un des moteurs significatifs du racisme. Avec un mélange de désinformation et de polarisation, les perceptions peuvent encore plus se diriger vers la peur et la haine. Nous devons tous et toutes travailler à repousser cette peur de l'autre, car la question n'est peut-être pas de savoir si quelqu'un est « raciste » ou « pas raciste », mais plutôt comment remettre en question notre façon de voir le monde.

ICE AUX ÉTATS-UNIS

Aux États-Unis, Donald Trump a demandé à ICE (Immigration and Cus-

toms Enforcement) de multiplier le nombre de personnes qu'elle expulse. Cette « police » mène des enquêtes pour trouver des immigrant-es qui n'ont pas l'autorisation d'être dans le pays et les expulse. Pour arriver à l'objectif demandé par Trump, ICE s'est mis à embaucher plus d'effectifs, avec une formation raccourcie passant de cinq mois à un mois et demi.

ICE a arrêté plus de 300 000 personnes depuis un an. ICE se voit critiquée par des dizaines de milliers de personnes à cause de ses méthodes. La violence des arrestations, les meurtres, l'arrestation d'enfants et la séparation de familles qu'utilise ICE surviennent même au domicile et au travail des personnes ciblées. Des citoyen-nes américain-es se font également arrêter, notamment

en raison de la couleur de leur peau : certaines personnes sont vues comme plus « américaines » que d'autres. Cette situation montre à quel point les violences racistes poussées à l'extrême ne sont jamais bien loin.

La manifestation antiraciste du 22 mars C'est pour susciter des émotions, se donner la détermination nécessaire pour s'exprimer et vous inciter à passer à l'action avec vos ami-es que nous écrivons ces mots. Le 22 mars se déroulera une manifestation contre le racisme à Trois-Rivières. Le départ de la marche se fera du stationnement Papineau du Cégep de Trois-Rivières. Des prises de parole et des surprises artistiques seront au rendez-vous. Vous pouvez venir avec vos ami-es et amener des casse-roles pour faire du bruit.

Une initiative militante

Nous sommes toustes des citoyen.ne.s du monde

Dimanche 22 mars à 13h30

Stationnement Papineau au Cégep de Trois-Rivières

Manifestation Anti-racisme

Viens marcher avec nous

COMITÉ DE SOLIDARITÉ TROIS-RIVIÈRES

Fondation canadienne des relations raciales

Avec une approche participative et soutenue par des professionnel-les et formateur-trices, le LAB des jeunes reporters propose aux jeunes de la région de ne pas être seulement des consommateur-trices et producteur-trices de contenu de divertissement mais de devenir des réalisateur-trices de contenu d'actualités. Ce projet est réalisé grâce au soutien financier du gouvernement du Québec dans le cadre du Programme pour une jeunesse bien informée.

Cuba, malgré l'annulation : informer autrement sur une réalité sous pression

Voyage suspendu, solidarité maintenue : quand la coopération internationale se heurte aux tensions géopolitiques.

ISABELLE PADULA

DIRECTRICE GÉNÉRALE ET JOURNALISTE

Je devais, ce printemps, au nom de *La Gazette*, accompagner Richard Grenier, coordonnateur des projets et des partenariats internationaux au Comité de solidarité Trois-Rivières (CS3R), et Pierre Lavergne, bénévole pour le projet de Guantánamo, à Cuba afin de produire une série de micro-reportages sur les enjeux vécus sur le terrain. L'objectif : documenter autrement la coopération internationale et donner la parole aux partenaires de la région. Mais la situation géopolitique en a décidé autrement. Pressions accrues des États-Unis, complexification des transactions financières et perturbations logistiques ont forcé l'annulation de notre déplacement, une réalité concrète que confirment les annulations de vols effectuées par des transporteurs canadiens en raison d'une pénurie de carburant sur l'île. Impossible toutefois de détourner le regard. Même à distance, nous avons choisi de poursuivre la conversation. Parce que comprendre Cuba aujourd'hui exige de dépasser les caricatures et de contextualiser les réalités vécues sur le terrain.

UN PROJET ANCRÉ DANS LES LIENS HUMAINS

Le projet de coopération s'inscrit en partenariat avec la Coopérative de crédit et de services Luis Rustan Rodriguez, dans la région de Guantánamo. « Nos projets doivent s'inscrire dans la construction de liens humains forts, pas seulement dans l'envoi de ressources financières », explique Richard Grenier. « Aller sur place, c'est comprendre le contexte réel, voir les retombées concrètes et documenter les défis vécus par nos partenaires. »

Le projet vise l'amélioration des capacités de production, de transformation et de conservation des aliments, la formation de femmes, la mise en place de jardins communautaires urbains et l'adoption de pratiques agricoles adaptées aux changements climatiques. Au delà de l'appui matériel, la mission devait permettre un transfert d'expertise entre les partenaires de Cuba et du Québec.

UNE CRISE STRUCTURELLE DOCUMENTÉE

La situation actuelle à Cuba résulte d'une combinaison de facteurs complexes. Du côté canadien, tous les vols vers Cuba ont été suspendus en raison de pénuries de carburant d'aviation sur l'île, ce qui touche des milliers de voyageurs et voyageuses et illustre la gravité des contraintes énergétiques. Le gouvernement du Canada recommande aussi aux citoyens et citoyennes d'éviter tout voyage non essentiel à Cuba, en raison des pénuries de carburant, d'électricité et de produits de première nécessité, ainsi que des perturbations généralisées des services.

La crise énergétique est liée à une pression plus large : les sanctions américaines qui limitent l'accès de l'île aux importations d'énergie se combinent à des difficultés internes accrues par la pandémie et à des contraintes structurelles de l'économie cubaine. Pierre Lavergne précise que « Cuba souffre d'un embargo depuis plus de 60 ans causant toutes les pénuries dont le carburant vu le durcissement actuel du blocus. »

Des coalitions d'organisations civiles canadiennes ont récemment appelé le gouvernement d'Ottawa à condamner publiquement les mesures coercitives qui menacent l'accès à des biens essentiels comme l'alimentation, les médicaments et le carburant, soulignant les impacts humanitaires potentiels de ces politiques.

LE QUOTIDIEN SOUS LA PÉNURIE

Le CS3R demeure en contact régulier avec Gretchen Torres Cespedes, partenaire de longue date dans la région de Guantánamo. Son témoignage décrit un quotidien organisé autour de plusieurs manques : écoles fonctionnant à temps partiel, transports publics réduits, essence presque inexistante, coûts de déplacement triplés, production agricole fragilisée...

« Tant qu'il y aura de l'électricité, nous pouvons communiquer par courriel », explique Pierre Lavergne. Mais chaque



PHOTO : ERIK CABRERA

PHOTO ET TÉMOIGNAGE DE ERIK CABRERA, PHOTOGRAPHE ACTUELLEMENT À CUBA

Avec le renforcement du blocus et l'interdiction des importations de carburant à Cuba, la population cubaine est confrontée à des difficultés accrues au quotidien. Déjà en proie à une crise de son réseau électrique, faute de pétrole pour ses infrastructures, le pays subit des coupures de courant plus fréquentes, rendant la cuisine, les tâches ménagères et la conservation des maigres réserves alimentaires extrêmement difficile. Ces nouvelles mesures, conjuguées à la pénurie d'essence, ont paralysé une grande partie des transports. Les hôpitaux ont dû se limiter aux services essentiels, tandis que les universités et leurs étudiants suivent des cours à distance. Malgré la difficulté de la situation et les nombreuses préoccupations quotidiennes, la population n'a rien perdu de son humour ni de sa joie de vivre. Les Cubain-es continuent d'avancer, cherchant des solutions et trouvant le bonheur au quotidien et riant de leur propre malheur pour échapper à la situation actuelle.

échange dépend de quelques heures de courant. Cette fragilité nous rappelle à quel point la coopération repose sur des conditions matérielles de base. »

MÉDIAS, PERCEPTIONS ET ANGLES MORTS

Pierre Lavergne soulève aussi la question de la couverture médiatique. « Quand on lit les commentaires du public, on constate à quel point les perceptions sont polarisées. Il y a peu d'espace pour comprendre la complexité de la réalité cubaine, au-delà des clichés. » Des organisations comme Amnesty International et Human Rights Watch documentent les enjeux liés aux libertés civiles à Cuba. D'autres analyses, y compris au Canada, pointent du doigt une certaine incohérence dans la manière dont les médias couvrent les relations Cuba-Occident, souvent influencées par des cadres idéologiques ou économiques.

Le déplacement est reporté, mais la volonté demeure intacte.

« La solidarité ne s'annule pas avec un billet d'avion », affirme Richard Grenier.

« Elle s'adapte, elle persiste et elle cherche à comprendre. » Informer sur Cuba aujourd'hui exige nuance, rigueur et indépendance. Ni idéalisation, ni caricature : simplement la volonté d'exposer les faits, d'écouter les partenaires et de maintenir le dialogue. Parce qu'un média indépendant ne reproduit pas seulement des dépêches. Il éclaire les zones grises. Et cette histoire ne s'arrête pas à l'annulation d'un vol. 📸

GALERIE PHOTOS ET SOURCES DISPONIBLES au [gazettemauricie.com](https://www.gazettemauricie.com)

CRITIQUE LITTÉRAIRE

Cabane, d'Abel Quentin : grandeurs et servitudes de l'écologie

Transportons-nous de l'autre côté de l'océan pour aborder le dernier roman de l'écrivain français Abel Quentin. *Cabane* est un curieux ouvrage polyphonique qui traite des combats inhérents à la politique environnementale des années 1970 à aujourd'hui.



ALEXIS LAMBERT
COLLABORATEUR

UN RAPPORT SUR NOTRE MODÈLE DE CONSOMMATION

Ayant toujours un intérêt pour les sujets polarisants, Quentin s'attaque ici aux avancements scientifiques en matière d'effondrement social et de changements climatiques. Inspiré par des faits réels, il nous plonge dans les aléas de quatre universitaires de la Californie de la décennie 1970.

Sous la direction d'un éminent professeur de dynamique des systèmes, quatre étudiant-es des cycles supérieurs produiront un rapport sur la croissance qui fera l'effet d'une bombe sur la scène in-

ternationale, car il se vendra à plusieurs millions d'exemplaires.

Parmi les auteur-es du rapport, intitulé *Rapport 21*, on retrouve Eugene et Mildred Dundee, un couple américain, et les Européens Paul Quéritot et Johannes Gudson. Ayant à défendre leurs hypothèses, ces universitaires feront les frais de leur succès. En effet, se fondant sur de sombres prophéties écologistes, le rapport démontre que la croissance infinie de la société de consommation mènera inévitablement à un effondrement de la qualité de vie et des ressources naturelles sur Terre.

Cependant, leurs interventions n'ont pas l'effet espéré à travers le monde. Décrit-es comme alarmistes, communistes ou adversaires du progrès, les quatre chercheur-euses voient progressivement tous leurs appuis, y compris le groupe ayant commandé le rapport, se désolidariser. S'ensuit une grande

histoire croisée sur plus de 50 ans, où les choix et les réflexions de chacun-e mettront en lumière leur fidélité à leurs propres positions.

THÉMATIQUES ET DILEMMES INCISIFS

Abel Quentin est fidèle à son style puisqu'il se sert ici de ses personnages pour reprendre des grands débats touchant le mouvement écologiste. Il pose les questions de l'usage légitime de la violence politique et celui de la croissance verte.

D'une part, avec le personnage énigmatique du mathématicien norvégien Johannes Gurdsonn, il nous transporte dans une interprétation radicale et sacrée de l'écologie. Posant la question de la nécessité de la violence politique pour défendre l'environnement, Quentin nous dépeint sa version des grandes pacifistes de l'écologie, comme Arne Naess, mais aussi notamment de l'écoterroriste Ted Kaczynski.

À travers les personnages des Dundee et de Quéritot, la question du rôle de chacun-e dans la lutte aux changements climatiques est lancée. A-t-on un devoir envers les générations futures ? Est-ce que résister en vaut la peine ou bien profiter du système tant qu'il fonctionne pour en récolter les fruits est ce qu'il convient de faire ?

L'auteur de *Cabane* nous prouve encore une fois qu'il est un chef d'orchestre sublime. Ayant toujours la volonté d'écarter les sensibilités pour parler des torts et des travers de notre époque, il brosse les grands thèmes qui inspireront les politiques environnementales de demain. Bien entendu, sans nous ennuier, il transmet sa pensée dans une recherche approfondie aux quatre coins de l'Europe et des États-Unis. À lire absolument. 📖

Cabane, d'Abel Quentin, a été publié aux éditions J'ai lu en 2024.

PUBLIREPORTAGE

Voix en rythmes croisés : la Mauricie en dialogue avec la Martinique

Du 11 au 27 mars prochain, l'organisme mauricien Voix de Pasaj franchira une étape déterminante de son développement en coopération internationale avec la première phase de la résidence Voix en rythmes croisés, accueillie à Tropiques Atrium, la scène nationale de la Martinique.



Ce projet d'échange croisé entre la Mauricie et la Martinique marque un moment charnière pour l'organisme fondé en octobre 2022. En moins de quatre ans, Voix de Pasaj s'est donné pour mission d'établir des ponts durables entre les personnes grâce à l'art et à la création artistique, en favorisant la rencontre des arts d'ici et d'ailleurs. Cette résidence internationale s'inscrit pleinement dans cette vision.

UNE RECONNAISSANCE OFFICIELLE EN COOPÉRATION INTERNATIONALE

La résidence Voix en rythmes croisés découle d'une reconnaissance importante : Voix de Pasaj est désormais officiellement reconnu comme acteur culturel de coopération internationale par la Direction des affaires culturelles de la Préfecture de la Martinique.

Cette reconnaissance s'accompagne d'un soutien financier de 12 000 euros (environ 19 000 dollars canadiens), confirmant la crédibilité du projet et la qualité du travail accompli par l'organisme mauricien depuis sa fondation.

Pour Sandra Baron, directrice générale et instigatrice du projet, cette étape dépasse le simple cadre d'une résidence artistique : elle ouvre des perspectives structurantes pour l'avenir. Elle y voit une validation du travail réalisé et un levier pour multiplier les occasions de collaboration au bénéfice

des membres et des publics des deux territoires.

UN LABORATOIRE INTERCULTUREL

Voix en rythmes croisés n'est pas qu'un séjour de création : c'est un laboratoire interculturel. L'objectif est clair : permettre des rencontres créatrices entre artistes québécois-es et martiniquais-es afin de faire émerger des œuvres qui ne pourraient naître dans un seul contexte géographique ou culturel.

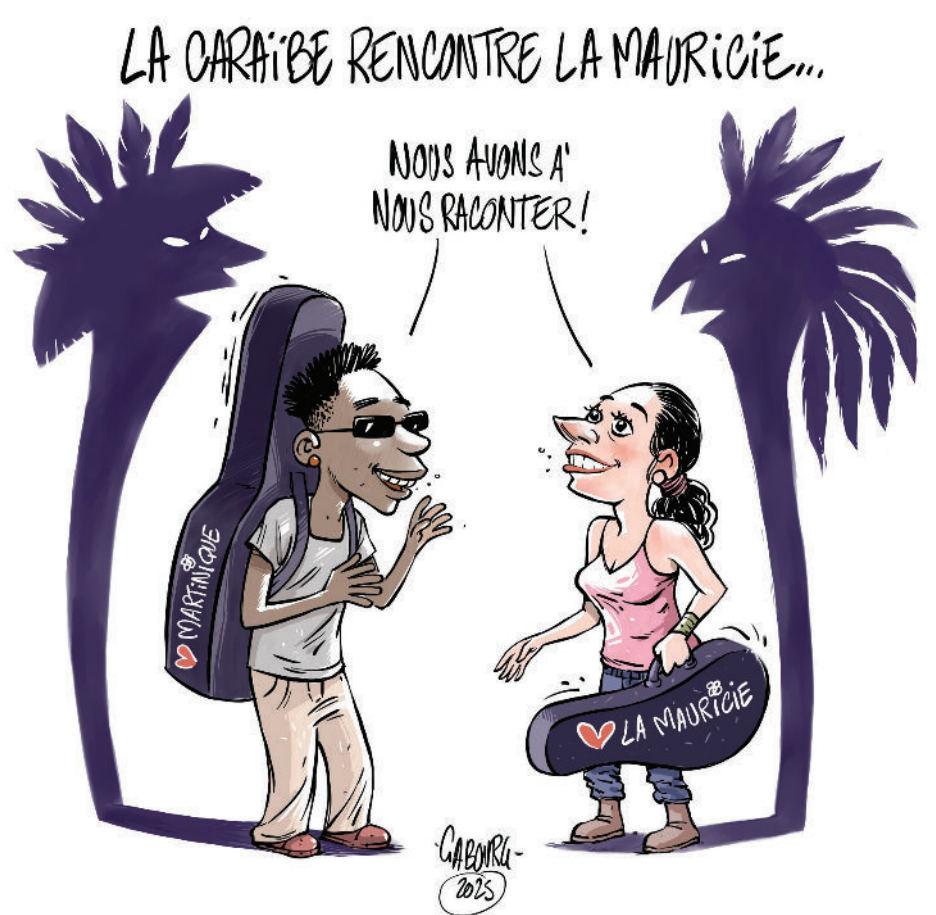
En croisant les sensibilités, les rythmes et les ancrages culturels, la résidence cherche à générer un dialogue artistique vivant, porteur d'innovation et d'enrichissement mutuel.

La seconde phase du projet aura lieu en septembre 2026 en Mauricie, notamment au Repère des mauvaises langues et à la salle communautaire de Grandes-Piles. Ce retour permettra d'ancrer l'échange dans les communautés locales et d'assurer une réciprocité réelle entre les territoires.

DES RETOMBÉES QUI DÉPASSENT LA SCÈNE RÉGIONALE

Au-delà de la création artistique, les retombées attendues sont multiples :

- Renforcement des réseaux culturels francophones entre le Québec et la Martinique
- Positionnement de la Mauricie dans un axe durable de coopération culturelle internationale
- Création de collaborations futures entre artistes et organismes



- Accès du public à des propositions artistiques issues d'un dialogue interculturel authentique

Voix de Pasaj, par ses spectacles, expositions, ateliers, conférences et services-conseils, cherche à établir des points d'ancrage communs entre les personnes. Voix en rythmes croisés s'ins-

crit comme une concrétisation ambitieuse de cette mission.

En développant ce pont culturel entre la Mauricie et la Martinique, l'organisme démontre qu'une initiative régionale peut rayonner à l'international tout en demeurant profondément ancrée dans son territoire. 9

Créer ensemble au-delà des frontières

Quatre artistes, quatre parcours, quatre univers musicaux distincts – réunis par une même volonté : faire de la création un espace de dialogue. Dans le cadre de la résidence Voix en rythmes croisés, ces créateur-trices ont choisi de mettre en commun leurs sensibilités, leurs cultures et leurs expériences pour bâtir une œuvre collective. Plus qu'un simple projet artistique, cette rencontre devient un laboratoire humain où l'écoute, le respect et le partage prennent toute leur place. Car, au-delà des styles et des origines, c'est une vision du vivre-ensemble qui se dessine : celle où les différences ne divisent pas, mais enrichissent.

ISABELLE PADULA

DIRECTRICE GÉNÉRALE ET JOURNALISTE

Qui sont les participant-es de cette résidence Voix en rythmes croisés et que veulent-ils transmettre au public ? Une énergie ? Une réflexion ? Une nouvelle façon de créer ensemble ? Peut-être un peu tout cela à la fois.

Doré Sowlo, auteur, compositeur, interprète, comédien et artiste multidisciplinaire martiniquais, y voit d'abord une ouverture vers un tout. Pour lui, cette rencontre artistique est une invitation au dialogue et au dépassement des frontières culturelles. Il aspire à « rassurer par nos arts qui se seront combinés pour permettre de croire que le partage existe encore sans peur de l'autre en face. Que l'originalité des uns n'entrave pas les possibilités des autres. Que chaque culture fait partie d'une grande toile colorée. »

Caroline Clément, pianiste de formation classique, chanteuse et comédienne, rappelle que les arts ont toujours fait partie de sa vie. Même si la création peut parfois être plus exi-

geante, les rencontres et les collaborations significatives arrivent, dit-elle, « au bon moment ». Le cœur du message qu'elle souhaite transmettre par cette résidence est clair : la richesse des différences est une force. « La musique est un vecteur de communication exceptionnel qui surpasse les frontières. Que si nous nous écoutons, nous pouvons nous comprendre. »

Jean-Jacques Ursulet, saxophoniste, percussionniste (tambour traditionnel martiniquais), auteur-compositeur-interprète en musique actuelle et traditionnelle, est aussi pédagogue et intervenant en milieu scolaire. Il envisage son passage en Mauricie sous le signe de la transmission : transmission des savoirs et des savoir-faire, nourris par les échanges de la résidence, mais aussi du lâcher-prise. Un lâcher-prise porté par « l'énergie de l'environnement sonore créatif » qui émerge de la rencontre.

Montreal Chill Panic, un projet musical indépendant créé par Serge Manseau, propose un voyage intérieur à travers des sonorités lo-fi et des rythmes « chill ». Sa musique, miroir d'une na-



Doré Sowlo, Serge Manseau, Caroline Clément et Jean-Jacques Ursulet sont les artistes de la résidence Voix en rythmes croisés.

ture introvertie, oscille entre réflexion, mélancolie et moments de bonheur. Pour Serge Manseau, le croisement des styles et des influences est toujours fécond : « Et c'est vrai dans toutes les sphères de la société, pas seulement en art. C'est ça le vivre-ensemble. »

Comme le souligne Sandra Baron, cofondatrice de Voix de Pasaj : « Cette résidence crée un espace où l'on écoute

avant de répondre, où l'on crée ensemble, et où chaque rencontre devient un pas vers la compréhension et l'ouverture interculturelle. »

À travers leurs voix et leurs univers respectifs, cette résidence rappelle ainsi que la création n'est pas qu'un geste individuel : elle devient un espace de rencontre, d'écoute et de confiance. 9

PHOTO : GRACIESETTE VOIX DE PASAJ

Le Trio Nelligan lance enfin son premier album !

Le jazz est une expression des plus hauts standards. Par conséquent, il contient de la fraternité, et je crois qu’avec de la fraternité il n’y aurait pas de pauvreté ni de guerre. (Traduction libre) – John Coltrane



DOMINIC BÉRUBÉ
PHOTOGRAPHE

La fraternité décrite par ce grand musicien s’exprime depuis longtemps en Mauricie et elle a un nom : le Trio Nelligan. C’est en 2008 que trois amis, Sébastien Saliceti à la basse, Martin Bournival au piano et Éric Charland à la batterie, ont décidé de s’unir pour former le groupe.

Même s’il est parfois possible de les entendre ailleurs dans la région, c’est principalement à Trois-Rivières que leur fidèle public peut les retrouver. Le format de leur spectacle, plus qu’éprouvé, reste inchangé. Le trio invite à se joindre à eux, pour un soir seule-

ment, un musicien ou une musicienne du Québec. Souvent de la Mauricie, mais fréquemment d’ailleurs dans la province, l’invité-e du jour peut être saxophoniste, harmoniciste, accordéoniste, guitariste ou autre. Il se retrouve à l’avant-scène, brillamment accompagné par les trois copains, qui se connaissent et s’accordent, on peut l’imaginer, plutôt bien.

À raison d’une dizaine de spectacles par année, et ce, depuis 18 ans, on parle donc d’une centaine d’invité-es et de milliers de pièces. Et pourtant, pas encore d’album ?

À notre grand bonheur, ils y ont finalement remédié.

Fier de son parcours, le Trio lancera le 12 avril prochain, en format 5 à 7, son tout premier album. Cela se fera à leur quartier général, lieu de culture connu à Trois-Rivières, le Café-Bar Zénob. Pour l’occasion, j’aurai la chance d’exposer une série d’images prises pendant

leurs prestations de la dernière décennie, ce qui vous permettra sans doute de vous remémorer de bons moments et de saisir la profondeur du Trio au fil des ans.

Dans le jazz, je ne vous apprendrai rien, il y a tout. Il permet l’expression

de sentiments légers ou intenses. Il fait rire, mais aussi pleurer. Il est parfois calme et parfois révolte. Il est savant, mais permet l’erreur. Le jazz, c’est la vie, et c’est entre autres grâce au Trio Nelligan que, en Mauricie, le jazz est loin d’être mort.



Éric Charland à la batterie.



Martin Bournival au piano.



Sébastien Saliceti à la basse.

INTERNATIONAL

Le dragon qui dort

Le dragon chinois connaît un essor économique ahurissant depuis un demi-siècle. À la fin des années 1970, le dirigeant Deng Xiaoping (au pouvoir de 1978 à 1989) avait lancé la politique Réforme et ouverture qui visait à réformer l’économie socialiste et à l’ouvrir au monde capitaliste – avec, néanmoins, un contrôle strict du Parti communiste. Des zones économiques spéciales (Shenzhen notamment) ont alors été mises en place, favorisant les investissements étrangers et stimulant une croissance étonnante de l’économie (un taux de croissance à deux chiffres chaque année). On parle de « miracle chinois », puisqu’on passe, de 1980 à 2010, d’une Chine rurale avec un PIB par habitant très faible à une puissance émergente sortie de l’extrême pauvreté.

DANIEL LANDRY
COLLABORATEUR



Néanmoins, cette même croissance chinoise constitue aujourd’hui une menace à plusieurs égards. Au pouvoir depuis 2012, le dirigeant autoritaire Xi Jinping affirme vouloir faire du pays la première puissance mondiale d’ici 2049 (date du centième anniversaire du régime). Cela signifie d’abord viser une croissance économique semblable à celle des décennies précédentes, ce qui, clairement, se marie difficilement aux enjeux environnementaux de notre planète. Cela veut également dire de jouer un rôle géopolitique et diplomatique de premier plan – avec une politique aux airs néocoloniaux nommée Nouvelle route de la soie (mise en place en 2013). Enfin, cela se traduit par la croissance de la puissance militaire du pays visant à créer un effet dissuasif pour tout État voulant contrecarrer ses ambitions, à

commencer par les États-Unis. Difficile de ne pas y voir un inquiétant risque d’embrasement.

Dans cette optique, Taïwan devient un endroit hautement stratégique. Le président Xi déclare régulièrement que la « réunification chinoise » constitue une priorité, c’est-à-dire que la Chine doit tôt ou tard reprendre le contrôle de l’île. L’argumentaire est identitaire (95 % de la population taïwanaise étant d’origine chinoise Han et parlant le mandarin), mais il est surtout économique, puisqu’à l’heure du boom économique des nouvelles technologies et de l’intelligence artificielle, Taïwan agit comme figure de proue. Le territoire insulaire produit environ 90 % des semi-conducteurs les plus avancés dans le monde (selon *Economy Insights*) et possède une expertise recherchée dans le domaine.

Depuis l’abolition de la loi martiale en 1987, Taïwan représente une démocratie modèle en Asie, et son développement économique est digne de mention. En revanche, l’île de 23 millions d’habitant-es réagit aux menaces et aux

pressions chinoises par une militarisation inquiétante. Des analystes (Institute for National Security Studies) et des politicien-es (le président taïwanais Lai notamment) évoquent la date de 2027 comme moment où la puissance militaire chinoise atteindrait un niveau suffisant pour réussir une invasion de l’île. Fondées ou non, ces prophéties alimentent le désir de militarisation. Les cibles de dépenses militaires de Taïwan pourraient bientôt atteindre 5 % de son PIB, alors que l’aide économique étrangère ne cesse de croître, tels que le prouvent les 11,1 milliards de dollars américains en aide militaire promise en décembre 2025. Le contexte géopolitique favorisant l’ingérence alimente également ces craintes, alors que les États-Unis (Venezuela, Iran, Yémen, Somalie), la Russie (Ukraine) ou Israël (Palestine, Liban, Iran) enfreignent le droit international impunément et légitiment donc en amont une éventuelle intervention de la Chine dans sa « zone d’influence ».

La situation de Taïwan et de la Chine s’ajoute donc à un contexte international

qui favorise un emballement militaire : 2 700 milliards de dollars américains dépensés en 2024 selon le Stockholm International Peace Research Institute, le retrait des ententes de désarmement avec l’expiration du traité nucléaire New Start en février 2026, et, surtout, un désintérêt accru pour la diplomatie multilatérale. La Realpolitik est à la mode. Or, ironiquement, loin de protéger Taïwan, cette conjoncture géopolitique crée toutes les conditions d’éveil du dragon chinois. États et industries militaires agissent littéralement en pyromanes qui agacent le dragon.

En somme, aussi contre-intuitif que cela puisse paraître, le militarisme mène à notre perte. Il presse plutôt de reconstituer une diplomatie de la paix pour contrer les discours hégémoniques et intimidateurs. Aussi sombre que puisse être la décennie 2020, elle nous force à reconstruire les bases d’une nouvelle justice planétaire. Elle nous force à trouver les points d’ancrage (environnement, égalité) autour desquels les États pourront s’entendre. Là réside la véritable approche sécuritaire.

La ferme impossible devenue possible, avec le livre *Toucher terre*

Connu pour ses livres en faveur d'une agriculture diversifiée à échelle humaine, dont *La ferme impossible*, paru en 2015, Dominic Lamontagne lance son nouvel ouvrage, *Toucher terre, guide d'omniculture responsable*, publié aux éditions Écosociété.



GENEVIÈVE QUESSEY
JOURNALISTE
INITIATIVE DE JOURNALISME LOCAL

Véritable guide pour quiconque voudrait créer son propre écosystème nourricier, *Toucher terre* retrace pas à pas la genèse de la ferme impossible, enfin réalisée, l'ambition marchande en moins.

Dans ce nouveau livre, Dominic Lamontagne présente le modèle de ferme vivrière qu'il a créé à Sainte-Lucie-des-Laurentides, avec sa conjointe Amélie Dion, pour nourrir sa famille et un peu plus.

Installé en hauteur, en zone de rusticité 3a, soit l'équivalent du climat des environs de La Tuque, en Mauricie, cet écosystème nourricier se déploie sur un demi-hectare, ceinturé de forêt boréale.

Dominic Lamontagne souhaite convaincre la population qu'il est possible de s'autoalimenter en grande partie en produisant sa propre nourriture.

« Dans *La ferme impossible*, j'en venais à la conclusion que la petite ferme diversifiée dont je rêvais m'aurait demandé un million de dollars en permis de toutes sortes, expliquait Dominic Lamontagne, en entrevue. Puis j'ai réalisé que si j'abandonnais l'objectif de produire pour les autres et que j'adoptais plutôt celui de produire pour nous-mêmes, cette ferme était possible. »

MAIS QU'EST-CE QUE L'OMNICULTURE RESPONSABLE ?
« J'ai senti la nécessité d'inventer ce terme pour décrire un modèle de culture de subsis-

tance diversifiée incluant aussi de l'élevage, tourné vers les besoins d'une famille, sans objectif lucratif. Nous ne sommes pas des producteurs agricoles, ni des survivalistes, nous sommes des *homesteaders*. Si les gens travaillaient à satisfaire au moins une partie de leurs propres besoins alimentaires, la société irait mieux. Ça devrait même s'apprendre à l'école ! », dit Dominic Lamontagne.

Le jardinier-auteur et sa conjointe produisent chaque année 565 kg de légumes variés, 4 000 œufs, 72 poulets, 50 kg de viande de chevreaux et plus de 1 100 litres de lait de chèvre, qu'ils transforment en fromage, en plus de faire leur pain.

Grâce au projet-pilote d'abattoirs de poulets à la ferme, mis en place par le gouvernement en 2022, et pour lequel Dominic Lamontagne avait milité, le couple pourrait abattre jusqu'à 300 poulets à la propriété, les transformer et vendre leur surplus.

Selon leur calcul, un total d'une journée par semaine seulement leur permet de produire la majeure partie de la nourriture qui sert à alimenter leur famille. Le reste de la semaine, trois jours sont consacrés à un travail lucratif qui leur permet d'amener de l'argent dans les comptes de banque, et il reste deux jours pour se reposer.

« Ce modèle d'agriculture de subsistance s'apparente à ce que faisaient nos grands-parents, mais on est rendus complètement ailleurs. Certains ont des souvenirs idylliques de cette époque ancienne, pour d'autres c'était la misère noire ! Mais ça n'a plus rien à voir et c'est ce dont je veux convaincre les gens », dit Dominic Lamontagne.



Dominic Lamontagne, auteur de *La ferme impossible*, vient de lancer son livre *Toucher terre*.

PHOTOS : COURTOISIE ÉRIC LABONTÉ



PHOTO : COURTOISIE DOMINIC LAMONTAGNE

Produire une diversité de victuailles soi-même est possible, selon Dominic Lamontagne.

Le guide des semis, de Jean-François Lévêque, en librairie

GENEVIÈVE QUESSEY
JOURNALISTE
INITIATIVE DE JOURNALISME LOCAL

Jean-François Lévêque, fondateur des Jardins de l'écumène, à Saint-Damien, dans Lanaudière, vient de publier son premier livre aux Éditions de l'Homme.

L'artisan semencier a décidé de donner ses meilleurs trucs pour bien démarrer un jardin, en commençant par les semis. De la sélection des graines aux semis, en passant par le soin des plantules, leur repiquage en godets et ensuite au jardin, Jean-François Lévêque livre dans *Le guide des semis* des conseils pertinents et adaptés à notre climat tempéré nordique.

« J'ai commencé en 2001, ça fait donc maintenant 25 ans que je cultive des semences biologiques dans Lanaudière », dit le semencier.

Des fiches consacrées à plus de 230 variétés de légumes, fruits, herbes et fleurs adaptés au climat québécois sont présentées dans son livre. 9

Le guide des semis, de Jean-François Lévêque aux Éditions de l'Homme.

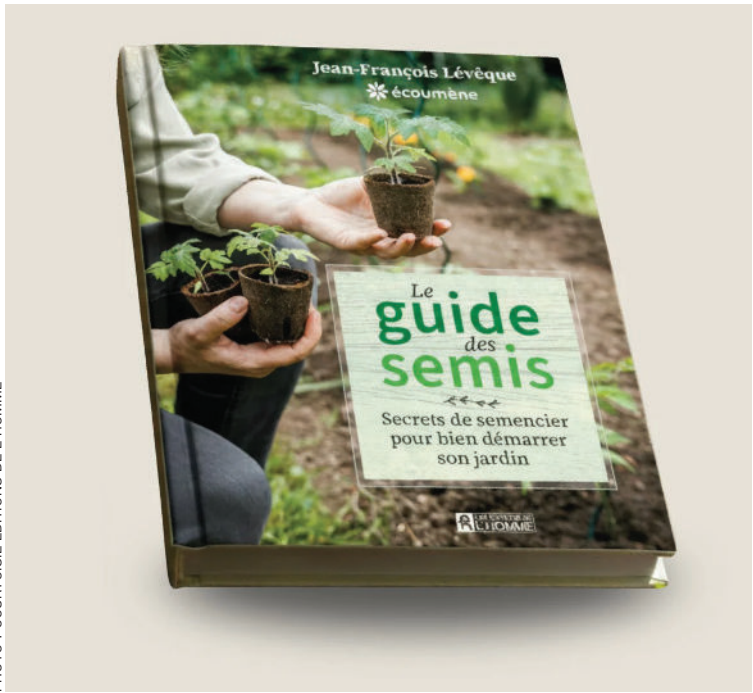


PHOTO : COURTOISIE ÉDITIONS DE L'HOMME

LA GAZETTE DE LA MAURICIE • 11

On récolte ce que l'on sème, et qu'on aime !

Parmi les moments attendus à la campagne à une certaine époque, l'arrivée du catalogue de semences était certainement l'un des plus importants ! La couverture colorée mettait en vedette les nouvelles variétés de fleurs et de légumes que tout le monde convoitait sur des pages à faire rêver ! Le catalogue passait par toutes les mains et les promesses de partage étaient formulées entre voisines avant même que les semences ne soient commandées !



JOHANNE ROCHELEAU
COLLABORATRICE

Pour nos aïeules et avant 1930, les tomates et les poivrons n'existaient pas. Il y avait des légumes racines auxquels s'ajoutaient des haricots, des choux, du maïs, quelques salades et des fines herbes. Il n'y avait pas d'endroit où acheter des semences : il fallait laisser quelques beaux plants monter en graine pour en avoir l'année suivante. Les Autochtones semailles les Trois sœurs (maïs, courges et haricots). Pourquoi ? Parce que les haricots grimpent sur le maïs et fixent l'azote dans le sol, alors que les courges maintiennent la température et l'humidité et empêchent la prolifération des mauvaises herbes. Compagnonnage parfait !

Pour ma grand'mère et mes tantes, la fête de Saint-Joseph (19 mars) était le point de repère pour les semis et LA date pour semer les tomates. Les céleris siégeaient déjà sur le rebord d'une fenêtre depuis deux semaines, car ils sont lents à germer. Nos maisons étant plus chaudes et lumineuses que celles d'antan, nous pouvons aujourd'hui semer nos tomates jusqu'au 10 avril. J'en sème plusieurs variétés à différentes dates en mars-avril. Cependant, je sème les piments forts en janvier ; ils sont lents ! Je vous mets mon calendrier dans l'édition numérique.



PHOTO : JOHANNE ROCHELEAU

Vous pouvez percer des trous dans des contenants de plastique recyclés pour obtenir de beaux plants vigoureux.

En octobre dernier, je vous ai parlé de la conservation des semences. Si vous achetez des semences en magasin, il est plus sage d'acheter des semences rustiques indéterminées qui sont reproductibles et qui vous donneront des fruits pendant plusieurs semaines. Sachez que les variétés hybrides produiront le fruit attendu la première année seulement. Si vous conservez les graines de ces fruits, vous ne savez pas ce que vous cueillerez l'année suivante ! Certaines variétés ont été génétiquement modifiées pour ne pas germer ou pour croître dans certaines conditions. Même chose pour les semences des légumes achetés à l'épicerie.

On trouve plusieurs catalogues d'entreprises québécoises où acheter des semences et on trouve des conseils

de jardinage sur le Web. Je consulte les chroniques du Jardinier paresseux (jardinierparesseux.com), mais je fais pire... Pour les semis de tomates, j'utilise les emballages en plastique (salade, épinards ou crème glacée) qui font des mini serres idéales, parfaites pour les rebords de fenêtres. Au départ, je mets 1,5 cm de terreau à semis au fond de chacun. Je répands mes graines en laissant un espace de 5 cm autour de chacune. Comme j'ai conservé mes semences sur des essuie-tout que je déchiquète, je les repère bien et je peux les repositionner. Si vous utilisez des semences du commerce, vous pouvez aussi utiliser un essuie-tout pour voir ce que vous semez et où vous le faites. Je pulvérise de l'eau sur les graines que je recouvre d'un autre centimètre de terre. En une se-

maine à 10 jours, je vois poindre les premiers plants. Je garde la terre humide. J'ajoute du terreau au fur et à mesure que les plants poussent. Bingo ! Pas besoin de multiples repiquages !

ANECDOTE

En 2001, je semais mon jardin juste à côté du pré des vaches. À un moment, j'ai réalisé que je faisais pousser mon pâté chinois : steak, blé d'Inde, patates ! Dans l'ordre ! 🍴

**CONSULTEZ LE
CALENDRIER DES SEMIS
au gazetteauricie.com**

L'AQDR DÉMÉNAGE...

ET VOUS ACCUEILLE DANS SES NOUVEAUX LOCAUX !

L'Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) est heureuse d'annoncer son déménagement ! Nous vous recevons désormais à notre nouvelle adresse, dans des locaux accessibles et accueillants :

5195, BOULEVARD DES FORGES, BUREAU 109, C.P. 22
Trois-Rivières (Québec) G8Y 4Z3

Stationnement disponible, ascenseur, accès facilité pour toutes et tous

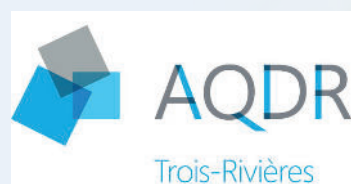
Toujours engagée dans la défense des droits des personnes retraitées et préretraitées, l'AQDR poursuit sa mission avec la même détermination dans un environnement encore mieux adapté à ses membres.

AQDR de Trois-Rivières

Téléphone : 819 697-3711

administration@aqdrtr.com

Au plaisir de vous y accueillir !



Nos services professionnels



**Contactez notre équipe
dès maintenant !**

ventes@gazetteauricie.com

- * Visibilité web et imprimée
- * Réalisation de balados (podcasts)
- * Location de studio
- * Publipostages et cahiers spéciaux
- * Production vidéo
- * Distribution gratuite de *La Gazette* auprès de votre clientèle et/ou équipe de travail
- * Lettre d'appui pour vos demandes de subvention



**DESTRUCTION
DE DOCUMENTS
CONFIDENTIELS.
SERVICE AU COMPTOIR
DISPONIBLE.
INFORMEZ-VOUS!**



On s'en occupe.

2390, rue Louis-Allyson
Trois-Rivières

819 693-6463
www.groupercm.com

La dépossession territoriale des Atikamekw en Haute-Mauricie au début du XX^e siècle

Au tournant du XX^e siècle, l'industrie forestière de la Haute-Mauricie marche à pleine capacité sur le territoire forestier de Nitaskinan. L'exploitation forestière intensive empiète de plus en plus sur le territoire ancestral des Atikamekw pour atteindre son point culminant entre 1900 et 1930. C'est donc le début de la déterritorialisation des Atikamekw et parallèlement l'appropriation de la Haute-Mauricie par les Allochtones.



FRANCIS BERGERON
HISTORIEN

QU'EST-CE QUI ACCÉLÈRE CETTE DÉPOSSESSION ?

Durant la seconde moitié du XIX^e siècle, les activités forestières se diversifient dans la région de la Haute-Mauricie. Vers la fin de 1860, on trouve des chantiers de coupes où travaillent 6 000 bûcherons. Au cours de la décennie suivante, l'exploitation forestière recule à la suite de l'effondrement de l'industrie du bois de sciage. Par conséquent, les effectifs de la région diminuent temporairement pour reprendre de plus belle avec l'arrivée de l'industrie des pâtes et papiers. À la fin de la décennie 1880, on estime qu'il y a 5 000 hommes actifs dans la région.

Au début du XX^e siècle, les activités traditionnelles de chasse, de trappe et de pêche des Atikamekw se maintiennent. Simultanément, certaines activités économiques, dont la production d'énergie hydroélectrique, se renforcent. Un premier moulin à scie est alors mis en activité à La Tuque. Par ailleurs, le chemin de fer atteint Wemotaci avant d'être prolongé vers l'Abitibi.

Or, la construction du chemin de fer aura comme conséquence l'arrivée massive de travailleurs dans la région. L'effet est immédiat sur le mode de vie des Atikamekw, puisque les bûcherons allochtones pratiquent le braconnage. Dans ces conditions, le gibier s'épuise et les aires de chasse se dégradent avec, entre autres, « la création de nouveaux centres de production, la multiplication des sites d'exploitation et la construction d'infrastructures [qui] permettent de structurer et d'organiser le territoire ». L'implantation de l'industrie forestière et l'arrivée d'Allochtones causent également le déplacement des Atikamekw de la région. Et cela, c'est sans compter la mise en place de réserves autochtones dans la région.

Par ailleurs, la disparition du gros gibier, comme l'original, qui permettait aux Atikamekw de manger et de se fabriquer des vêtements, a un impact considérable sur leurs activités de subsistance puisqu'elles deviennent alors dépendantes des animaux à fourrure et doivent dès lors échanger leurs fourrures au comptoir de la Compagnie de la Baie d'Hudson afin de répondre à leurs besoins de base.

De sorte que, avec « les transformations environnementales engendrées par l'exploitation forestière en Haute-Mauricie [...], l'épuisement du gibier et la dégradation des habitats pour la faune, il devient plus difficile pour les Atikamekw de Manouane, de Weymontachie et de Coococache de pratiquer leurs activités de chasse et de trappe sur le territoire ».

DE LA CONSTRUCTION À LA DÉCONSTRUCTION DE L'IMAGINAIRE DU TERRITOIRE

Les Atikamekw ont depuis longtemps développé un imaginaire « géographique de pratiques territoriales et de

stratégies de subsistance », et ce, avant même la colonisation massive et l'arrivée en très grand nombre des travailleurs forestiers dans la région.

Or, « ils y développent un état de conscience émotionnelle et subjective. Le territoire s'inscrit à l'intérieur de trames narratives, de récits et de croyances issus de la mosaïque des relations physiques et métaphysiques que les Atikamekw entretiennent entre eux et avec la nature. Ce mode de représentation territoriale détermine à la fois leur manière d'être, de penser et de vivre [...] ».

Toutefois, leur imaginaire territorial disparaît peu à peu et se modifie en faveur des Allochtones au tournant du XX^e siècle. En effet, les Allochtones développent, aussi, de leur côté, « un imaginaire géographique et des pratiques territoriales grandement influencés par les discours de développement industriel et économique tenus par l'État québécois et par la grande entreprise, qui deviennent alors les principaux ac-

teurs territoriaux de la région ».

Somme toute, en provoquant des dégradations environnementales et en réduisant la disponibilité de la faune, l'intrusion allochtone fragilise ainsi les fondements économiques des Atikamekw. Elle crée des territoires de chasse de moins en moins viables sur le plan économique et qui, dans certains cas, ne parviennent plus à répondre à leurs besoins de base et alimentaires.

À partir du XX^e siècle, les Atikamekw sont constamment confrontés à l'intrusion allochtone et deviennent dorénavant des « figurants », puisqu'ils n'ont plus d'incidence sur leur territoire, alors que « les Allochtones deviennent les seuls acteurs territoriaux en Haute-Mauricie ».

SOURCES DISPONIBLES
au gazettemauricie.com

NOUVEAU BALADO

5e épisode

Nilma Kelly, danseuse et chorégraphe brésilienne
Valeska, danseuse et chorégraphe québécoise

sur votre plateforme audio préférée

chaines Youtube de **Voix de Pasaj** et **La Gazette**

gazettemauricie.com/balados

la gazette
de la Mauricie et des environs

Voix De Pasaj
Art & Culture

Immigration, Francisation et Intégration
Québec

Pour des communautés fortes!

MARIE-LOUISE TARDIF
Députée de Laviolette-Saint-Maurice
Adjointe parlementaire du ministre des Ressources naturelles et des Forêts

819 539-7292
marie-louise.tardif.lasm@assnat.qc.ca

695, avenue de la Station, 3^e étage, bureau 301
Shawinigan (Québec) G9N 1V9

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Partagez votre auto

à Trois-Rivières



Rejoindre le réseau, c'est

- Optimiser sa voiture et recevoir une contribution (\$)
- Contribuer à la **mobilité durable**
- Participer à un **projet local**
- Profiter d'une **couverture d'assurance**

Inscrivez-vous gratuitement

info.locomotion.app/trois-rivieres



 **LocoMotion**

 **la
cyclerie**



Ce projet est rendu possible grâce au soutien financier du Programme d'amélioration de la mobilité (PAM) de la Ville de Trois-Rivières.

Le vélo 4 saisons

À Trois-Rivières, de plus en plus de personnes font du vélo à l'année. Peu importe la saison, avec les bons réflexes et le bon équipement, c'est agréable et sécuritaire. Bien équipé, bien visible, bien préparé !



illustration : Marie Longpré

UN VÉLO ADAPTÉ

N'importe quel vélo peut être adapté au temps froid et aux changements de saison. Par exemple, en hiver, des pneus cloutés font toute la différence sur la neige et la glace. Ajoute des garde-boue et de bonnes lumières, et tu pourras rouler en toute sécurité.

DES VÊTEMENTS COUPE-VENT ET VOYANTS

Contrairement à la croyance populaire, faire du vélo quand il fait froid, ça tient au chaud. Privilégie la technique des « pelures d'oignon » avec une couche extérieure coupe-vent et assure-toi d'être bien visible.

UN ENTRETIEN PLUS RÉGULIER

Sel, neige, pluie, boue ou sable : les conditions variables demandent parfois un entretien plus fréquent. Nettoie ton vélo, vérifie les freins et lubrifie la chaîne pour prolonger sa durée de vie et rouler en sécurité.

Envie d'en savoir plus ?

Passe nous voir à l'atelier ! On a tout ce qu'il te faut pour équiper ton vélo et l'entretenir.

lacyclerie.ca



Ce projet est rendu possible grâce au soutien financier du Programme d'amélioration de la mobilité (PAM) de la Ville de Trois-Rivières.

L'allégorie du placard

En lien avec son exposition *L'allégorie du placard* présentée à la Galerie d'art du Parc, j'en ai profité pour inviter Alex P. au studio de la *Gazette*. Pas de fla-fla. Deux chaises, une table. On s'est assis l'un en face de l'autre comme deux vieux *chums* qui se respectent depuis un bon bout, mais qui n'ont jamais vraiment pris le temps de se parler franchement.



DAVID LEBLANC
JOURNALISTE MULTIPLATEFORME

Avant d'entrer dans le sujet de l'expo elle-même, je voulais comprendre d'où elle provenait. Pourquoi ce projet-là. Pourquoi maintenant. Ce qui suit, c'est notre échange. Mes questions. Ses réponses.

Q – Pour commencer simplement, comment tu te présentes dans ce projet ?
Alex P. – Je suis artiste multidisciplinaire en arts visuels.

Q – Si quelqu'un veut voir ton travail en ce moment, où est-ce qu'il doit aller ?
Alex P. – *L'allégorie du placard*, c'est à la Galerie d'art du Parc, du 31 janvier au 15 mars.

Q – Plusieurs médias ont déjà parlé de ton exposition. Selon toi, qu'est-ce qu'on n'a pas encore vraiment pris le temps de creuser ?
Alex P. – Je pense que c'est surtout l'angle des collaborations et de l'esprit plus collectif de ce projet-là qui n'a pas été nécessairement mis de l'avant. On en a parlé, mais effleuré plutôt que d'entrer dans le vif du sujet. C'est correct aussi, mais là, j'avais envie de me donner l'opportunité de le faire.

Q – Justement, d'où ça part, cette idée du placard ?
Alex P. – Le projet est né d'une question que je me pose depuis longtemps : pourquoi on n'approfondit pas la notion de sortie du placard ? C'est une idée convenue, très ancrée dans la culture populaire occidentale. Mais très peu de personnes se sont penchées sur la réflexion autour de ça, d'où ça émane. Pourquoi, en 2026, c'est encore nécessaire, dans plusieurs pays, d'avoir un placard fictif où se réfugier ?

Après le OFF Festival de poésie en 2024, je me suis mis à discuter avec un

poète, Alex Noël, professeur en littérature et mémoire queer à l'Université de Montréal. Il travaillait aussi sur l'idée du placard. Je trouvais ça drôle, parce que j'étais en train de penser à faire une demande de bourse pour explorer cette notion-là. Finalement, au fil des discussions, il est devenu commissaire du projet.

À travers le processus de recherche en amont de l'exposition, on est allés travailler aux Archives gaies du Québec à Montréal. On a découvert qu'il y avait très peu d'archives sur la notion de placard. On s'est dit : pourquoi ne pas la construire nous-mêmes ?

Q – Comment on construit une archive vivante ?
Alex P. – En s'entourant de gens. J'ai fait appel au GRIS-Mauricie–Centre-du-Québec. Quelques semaines plus tard, on a organisé une rencontre à laquelle des personnes non binaires, trans, homosexuelles et bisexuelles ont accepté de participer pour témoigner de leur « sortie du placard » [*coming out*]. C'est quelque chose qui est rarement colligé. On a dressé une collection de témoignages que j'ai ensuite intégrée dans l'exposition. Ça demande énormément de confiance. Partager un moment de ta vie qui est comme une nouvelle naissance, puis l'inscrire physiquement dans une œuvre qui va rester après.

J'ai été vraiment touché. Il y a des témoignages montrant que leur dévoilement d'identité ou d'orientation s'est très bien passé. D'autres de personnes qui ont fait cette annonce à la fin de la cinquantaine. D'autres qui viennent de cultures où ce dévoilement peut mener à la prison, à la torture et même à la mort.

Ça a été un partage très puissant.

Q – Ça t'a pris combien de temps pour monter tout ça ?
Alex P. – Seize mois. Je me suis entouré de Nicolas Poirier pour l'aspect sonore de la vidéo du placard qui brûle, réalisée avec Olivier Ricard. Il y a eu la collabo-

ration avec la ferme Pandorus et l'entomologiste Jean-Philippe Mathieu pour les papillons.

Mon *chum*, des ami-es et des collègues de la Biennale nationale de sculpture contemporaine sont venu-es m'aider pour le montage. Une dizaine de personnes en tout sur 16 mois. Sans cette collectivité-là, je ne suis vraiment pas certain que j'aurais pu livrer aussi gros. C'est un trip de *gang*.

J'essaie toujours de mettre de l'avant le travail des autres. Il faut accepter qu'il y a des gens meilleurs que nous pour certaines choses, leur faire confiance, puis avancer ensemble malgré les embûches techniques ou financières.

Q – Comment les gens ont-ils reçu l'exposition ?
Alex P. – Je sais que les gens du GRIS étaient contents et fiers d'avoir participé. Très humblement, je pense que ça se ressent que c'est collaboratif.

Il y a aussi la portion vivante avec les papillons. Trois espèces pendant sept semaines. C'est rare de voir ça en plein hiver. Il y a une soixantaine de papillons vivants, des naissances et des décès tous les jours. C'est une partie de l'exposition qui amène les gens à vouloir s'intéresser au sujet, je pense.

Q – Pourquoi les papillons ?
Alex P. – Je cherchais une image universelle du placard. La seule chose qui revenait toujours dans mes recherches, c'était le papillon. C'est quétaine, c'est *camp* [style artistique], j'assume totalement. Le *camp*, c'est très *queer*.

Le papillon, c'est une chenille qui crée sa chrysalide pour se transformer. Après des jours ou des semaines de modifications, il devient un insecte complètement différent. Même chose quand on est dans le placard. C'est un référent que tout le monde peut comprendre. Le défi, c'était d'avoir des papillons vivants pendant l'exposition.



PHOTO : GRACIEUSITÉ GALERIE DU PARC

Allez voir *L'allégorie du placard*. Jusqu'au 15 mars. À la Galerie d'art du Parc. Prenez le temps. Puis laissez-vous surprendre.

Chaque matin, je vais les nourrir. Je les sors de leur cage, je les y remets le soir. C'est méditatif. L'autre jour, j'ai assisté à une naissance. Il sortait de sa chrysalide, la tête, les pattes... On ne voit pas ça souvent dans une vie.

Chaque visite est différente. Les papillons occupent l'espace différemment. Même eux deviennent une forme de collectivité qui évolue.

Q – Si quelqu'un n'a jamais entendu parler de ton expo, qu'est-ce que tu lui dirais ?
Alex P. – Même si tu ne comprends pas la notion de placard, ou même si tu ne veux pas la comprendre, viens. C'est accessible. Ce n'est pas hermétique. Le concept est simple.

On a réussi à créer des expériences semi-immersives où la personne peut ressentir ce que ça peut faire d'être dans un placard. Juste avoir un lien direct avec une image, une sensation, une émotion.

On a fini notre discussion comme on l'a commencée. Simplement. Il s'est levé. Il est reparti vers la galerie pour aller nourrir ses papillons. 🐦

Rencontre avec Louis-Maxime Lockwell, conteur

Pour son troisième épisode, *Le Balado des Mauvaises langues* passe en mode conte avec Louis-Maxime Lockwell et son univers du « Roi Chevreuil » : une parole imagée, chaleureuse, qui te fait voir des scènes au complet juste avec des mots.

DAVID LEBLANC
JOURNALISTE MULTIPLATEFORME

Sur scène, Lockwell part d'un hommage intime à son oncle Ti-Jean Paquin, le « compteur » de la famille, celui qui lui a appris une affaire simple mais difficile : va où tu veux, mais oublie pas d'où tu viens. De là, il déroule une histoire à la fois drôle et touchante : l'enfance à Lauzon, les souvenirs de village ouvrier, le refuge du bois, la fameuse roche plate où il n'allait pas pour se perdre... mais pour se retrouver.

Le récit bifurque ensuite vers l'adolescence, les soirées de poésie, le goût de performer... puis l'envers de la médaille : des crises de panique et de trac qui le frappent en plein récit et qui viennent

bousiller son élan. Il raconte comment il a zigzagué d'un emploi à l'autre (intervention sociale, développement, technologie financière) en essayant d'entrer dans un moule, jusqu'au jour où raconter des histoires à ses enfants a rallumé quelque chose de plus fort que le reste.

Au final, c'est une veillée qui parle d'identité, de mémoire, de courage, mais aussi d'une idée qui reste collée : on ne peut pas ne pas être qui on est. *Le Balado des Mauvaises langues* continue donc de tenir sa promesse en présentant du vrai monde, de vraies voix et de la parole vivante devant public.

Ce balado est présenté par la Société Saint-Jean-Baptiste de la Mauricie, en collaboration avec MaTV et *La Gazette de la Mauricie*. 📻

En nouveauté

LES MERCREDIS DES MAUVAISES LANGUES PRÉSENTENT

LE BALADO DES MAUVAISES LANGUES

Conte, poésie, arts oratoires
et paroles sans filtre.

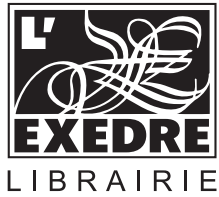
Un balado pour
les voix libres
et indomptées !

sur votre plateforme audio préférée

chaîne **La Gazette de la Mauricie**

gazettemauricie.com/balados

Suggestions littéraires



MARIE LABROUSSE
COLLABORATRICE

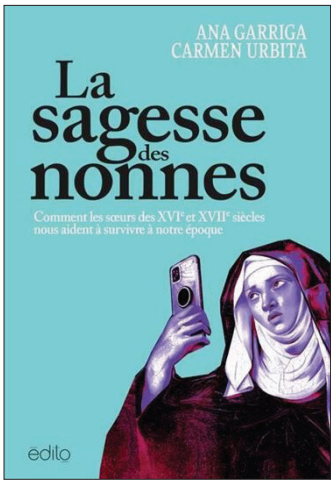
**LA POÉTESSE,
PAR YING CHEN, ÉDITIONS LEMÉAC**

L'autrice sino-canadienne, qui a déjà une douzaine de romans à son actif, consacre ce récit à la poétesse chinoise Li Qing Zhao. Elle engage ainsi un dialogue à travers le millénaire qui sépare les deux écrivaines. La formulation au « vous » lui permet d'interroger la vie de la poétesse, ce qui les rapproche et ce qui les sépare, mais aussi ses propres doutes quant à la pertinence d'une comparaison entre les deux.



**LA SAGESSE DES NONNES,
PAR ANA GARRIGA ET CARMEN URBITA, ÉDITIONS ÉDITO**

Un sujet a priori étonnant : s'inspirer de la vie de religieuses des 16^e et 17^e siècles et y trouver des « conseils de survie » pour naviguer en tant que femmes à l'époque actuelle. Les autrices, deux doctorantes en histoire hispanique qui animent depuis 2020 le balado *Las hijas de Felipe*, composent ici un ouvrage très accessible, à mi-chemin entre anecdotes historiques et sociologie du monde moderne. Elles questionnent ainsi l'ambiguïté de la figure monastique féminine et la façon dont celle-ci résonne étrangement à notre époque.



**LE PROBLÈME AVEC LES FANTÔMES,
PAR MIRION MALLE, ÉDITIONS GLÉNAT**

L'autrice et dessinatrice Mirion Malle revient avec une nouvelle bande dessinée pour adultes. Une jeune femme vingtenaire avoue à ses trois amies qu'elle voit le fantôme de son ami décédé, ce qui suscite leur inquiétude. Un album très tendre sur le deuil et la difficulté de lâcher prise, même lorsqu'on est bien entouré-e.



COMMENT CONVAINCRE UN FANTÔME DE DÉMÉNAGER, PAR MAUDE MÉNARD-DUNN ET SOPHIE BÉDARD, ÉDITIONS QUÉBEC AMÉRIQUE

Sur un ton plus humoristique, une autre histoire de fantômes, cette fois-ci pour les plus jeunes. Depuis que son père a découvert une boîte contenant une lettre et une photographie de la fin du 19^e siècle, Dorothée est continuellement dérangée pendant la nuit par d'étranges événements. Comment se débarrasser de ce fantôme envahissant ? Une petite histoire bien menée au ton décalé, que les illustrations amusantes de Sophie Bédard soulignent de belle façon. *Dès 9 ans.*



Réapprendre à prendre la parole

En ce moment, on est submergé-es par une cascade de projets de loi, autant en tant que citoyenne et citoyen que comme acteur ou actrice de la société civile. Les organismes communautaires autonomes n'y échappent pas et, entre le chaos législatif, les effets du sous-financement et la pression accrue sur le filet social... c'est difficile de suivre le rythme, de s'informer, de réfléchir et de réagir. Pourtant, c'est précisément dans ces moments-là que la parole citoyenne est indispensable. Plus que jamais, notre voix citoyenne compte pour libérer la voie.

CHLOÉ LEDUC
RÉDACTRICE EN COMMUNICATION SOCIALE



TOUTES LES VOIX COMPTENT

Dans ce contexte, c'est tentant de croire qu'il faudrait être juriste, économiste ou spécialiste des politiques publiques ou d'un enjeu spécifique pour oser prendre la parole. Comme si la complexité des projets de loi et la rapidité à laquelle ils sont publiés exigeaient une sorte d'autorisation implicite pour s'exprimer. Cette idée est dangereuse.

Notre légitimité à prendre la parole dépend tout simplement du fait que les décisions qui sont prises nous concernent directement. C'est tout. C'est le principe même de la démocratie : une personne, une voix. Notre proximité avec les enjeux réels et potentiels, ainsi que notre expérience directe de leurs conséquences sur notre quotidien suffisent amplement.

Même quand on se sent dépassé-es par les actualités politiques, le simple fait de le nommer constitue déjà un acte citoyen majeur. C'est signaler que le rythme et les processus décisionnels impactent la participation citoyenne. C'est refuser que le silence soit vu comme un feu vert.

SAVOIR OCCUPER LES ESPACES

Souvenons-nous que le pouvoir politique vient du peuple et donc de la participation citoyenne. De nous. Mais quand la population traverse, comme c'est le cas actuellement et depuis plusieurs années, une succession de crises où des pratiques autoritaires se sont progressivement installées, c'est facile de glisser vers une forme d'inertie collective, une sorte d'indifférence involontaire.

On doit réapprendre à prendre la parole. On doit réapprendre à faire confiance à notre voix citoyenne, la prendre là où elle est et lui donner la place qu'elle mérite.



PHOTO : DOMINIC BÉRUBÉ

On doit réapprendre à faire confiance à notre voix citoyenne, la prendre là où elle est et lui donner la place qu'elle mérite

Ces espaces existent encore et doivent être occupés. Il y a les commissions parlementaires, où des mémoires peuvent être déposés, les consultations publiques municipales ou provinciales, le contact et le dialogue avec nos élu-es, les conseils municipaux et leurs périodes de questions et les pétitions officielles. Il y a aussi les organismes communautaires autonomes, les syndicats, les associations citoyennes et étudiantes qui mutualisent les voix. Les médias, les lettres ouvertes et les différentes plateformes numériques demeurent aussi des espaces où se construit et se partage l'opinion publique.

LA DÉMOCRATIE A BESOIN DE NOUS

La démocratie a une nature profondément dynamique et vivante. Elle se vit dans les échanges formels et informels et la confrontation des perspectives. Mais pour vivre pleinement, elle a besoin de nous.

Elle a besoin de nos voix, pas de nos silences.

Réapprendre à prendre la parole, au fond, c'est reconnaître la valeur de notre voix pour ce qu'elle est : un savoir précieux né d'une expérience citoyenne unique, une richesse pour le bien-être collectif, une contribution nécessaire à l'avenir commun.

Syndicat des professeur(e)s
du Cégep de Trois-Rivières

Pour le maintien
de l'accessibilité
aux études supérieures
par nos cégeps

fneeq
Fédération nationale
des enseignantes et
des enseignants
du Québec

Le saucisson révolutionnaire de Sainte-Thècle

Le 12 février dernier, au gala des Grands Prix DUX récompensant l'innovation en matière d'alimentation, à Montréal, la charcuterie Lignée RR2 de Sainte-Thècle a remporté un prix pour son saucisson Boréal. Selon son créateur, cet aliment ne serait rien de moins que « révolutionnaire ».



GENEVIÈVE QUESY
JOURNALISTE
INITIATIVE DE JOURNALISME LOCAL

« J'ai travaillé avec l'Institut sur la nutrition et les aliments fonctionnels de l'Université Laval pendant deux ans pour réussir à réduire le gras et le sel », raconte Christian Béland, copropriétaire de la charcuterie Lignée RR2. « On a tellement réussi qu'on n'aura pas besoin d'afficher la fameuse "loupe nutritionnelle", le nouvel étiquetage obligatoire de Santé Canada qui identifie les aliments riches en gras, en sel et en sucre ! »

L'entrepreneur aime faire les choses différemment. « On a remis en question toutes les étapes de fabrication. Le saucisson Boréal ne contient ni nitrites, ni nitrates, ni aucun agent de conservation. Pour en arriver là, il faut être très rigoureux à l'étape de la fermentation pour contrôler la prolifération des bactéries. Le choix des coupes de viande est important aussi. Plein de petits détails changent tout. »

Le saucisson Boréal sera lancé au printemps. Réduit en gras et en sel, le produit ne manque toutefois pas de saveur, et il contient des champignons et du gin de la distillerie Ubald, située à proximité.

Pour fabriquer ses 10 variétés de saucissons, charcuteries, saucisses et produits fumés qui remplissent la boutique, ouverte à l'année, la charcuterie Lignée RR2 s'approvisionne chez des producteurs de la région qui se trouvent dans un rayon de 25 kilomètres.

« Si tu aimes ce qu'on fait, tu vas devoir revenir ici pour le retrouver, parce que nos produits ont le goût d'ici », lance Christian Béland.

Son projet d'entreprise est né d'une envie de revenir à ses sources mauriciennes. En 2020, après avoir passé des années sous terre à former les employés d'entretien du métro montréalais, il a décidé de racheter la maison de ses parents et d'y déménager sa tribu. Ensemble, ils ont fondé une entreprise familiale, en se lançant dans la charcuterie et le fumage.

« Je devais avoir un restant d'ADN de mon grand-père, *cook* de chantier, dans les veines ! Ma mère nous cuisinait ce qu'il lui avait appris », raconte Christian Béland.

Les recettes qu'il a développées rendent hommage à la tradition et au terroir mauriciens, comme celle des saucisses que sa grand-mère Maria faisait chaque Noël, après la boucherie de décembre. « Les vieux du coin font encore cette saucisse. Moi, j'en fais un saucisson, le Maria, mais c'est la même recette, avec les mêmes épices, cannelle, clous de girofle, sel, poivre. Les anciens faisaient du bon avec pas grand-chose, c'est ce que je voulais garder vivant. »

Christian Béland garde la tradition bien en vie, tout en sautant à pieds joints dans l'innovation. Même si on lui avait déconseillé de mettre des efforts dans la réduction du gras et du sel, il a décidé de croire que les gens qui aiment la charcuterie pouvaient accorder de l'importance à ses valeurs.

« Le prix DUX que je viens de remporter me confirme que c'était une bonne idée. Moi, je me dis que, si personne ne le fait, c'est le temps de le faire ! »

N'hésitant pas à bouleverser les conventions, il a aussi créé un saucisson dessert, le Digestif. « Les gens associent souvent le saucisson à l'apéritif, mais je me suis dit que ça pouvait aussi faire une bonne collation de fin de soirée, affirme Christian Béland. J'ai donc créé un saucisson au chocolat noir, café et piment poblano. Il a fallu faire des tests



La famille propriétaire de la charcuterie Lignée RR2 : Christian Béland, Daphnée, Éloïse et Joannie Béland, et Marie-Claude Fournier.

avec plusieurs cafés, plusieurs moutures, ça a pris un an, mais on a obtenu la recette parfaite ! »

Grâce à la charcuterie Lignée RR2, une autre tradition est née à Sainte-Thècle. En effet, chaque samedi, le fumoir est

en fonction, répandant ses odeurs alléchantes dans la forêt de pins des alentours. Sur le coup des 17 h, les viandes fumées au bois d'érable sont décrochées du fumoir et la clientèle peut repartir avec son repas pour festoyer à la maison.



Les saucissons de la charcuterie Lignée RR2 sont fabriqués avec des ingrédients locaux.

Billets en vente dès maintenant

COMITÉ DE SOLIDARITÉ TROIS-RIVIÈRES

présente un spectacle

18+

D'HUMOUR

Antiraciste

19 MARS 20H00

20\$ LE KONTINANG

EMMA ACHOUR

CORALIE LAPERRIÈRE

XAVIER BOISROND

ÉRIKA SUAREZ

Fondation canadienne des relations raciales

Mystoires

En Mauricie et dans les environs, on retrouve une multitude de bâtiments patrimoniaux. Ils font de notre territoire un vivier patrimonial. Mais, connaissez-vous vraiment ces édifices qui font la fierté de notre région ?



Solution du numéro précédent :

L'histoire de cet établissement est reliée à celle de l'usine de textile Wabasso et de la Diamond Whiteware, situées juste en face. Ouvertes en 1910 les deux usines employaient quelques centaines d'ouvriers, dont plusieurs jeunes filles issues des campagnes environnantes. Or pour aider ces jeunes filles, souvent sans recours et sans famille dans les environs, les Franciscains, dont le monastère est situé à proximité, demandent aux sœurs du Tiers-Ordre de fonder une maison de pension pour jeunes filles. C'est ainsi que naît en 1917, la Maison (ou foyer) Sainte-Claire; Odile Côté, une laïque en est alors la directrice. D'abord sur la rue Monseigneur Cook (854-858), la maison déménage en 1920 dans le bâtiment actuel. À cette époque, la mortalité infantile est très importante. En 1921, elle est pour les enfants de moins d'un an de 10 % au Canada, 12,8 % au Québec et 19,8 % à Trois-Rivières. Le fléau amène les autorités à créer des cliniques. C'est ainsi que le foyer Sainte-Claire, accueille en 1923, un dispensaire d'assistance maternelle, prodiguant de l'aide médicale gratuite aux femmes enceintes. Dès l'année suivante, le taux de mortalité baisse à 11,6 %. Le foyer Sainte-Claire garde sa vocation pour jeunes filles jusque dans les années 1960. Aujourd'hui, la maison Sainte-Claire est dans un état critique.

Réf. Curiosités de Trois-Rivières par Yannick Gendron, Alain Gélinas, Pierre Lahoud



Visitez le <https://patrimoine3r.quebec>

POUR INFORMATIONS ET DEVENIR MEMBRE →



Où retrouve-t-on cet élément du patrimoine trifluvien ?
Solution dans la prochaine édition et dans la rubrique Jeux d'esprit au gazettemauricie.com

Les traces de l'inclusion, histoires de vie inspirantes

Arrivée d'Ukraine il y a quatre ans, Liudmila Kryvets a choisi de s'installer à Trois-Rivières, une ville qui lui rappelle celle où elle vivait auparavant, par son calme et sa douceur de vivre. À son arrivée, elle a été particulièrement marquée par le fait que tout lui semblait mieux structuré et organisé, notamment au niveau de l'administration, ce qui l'a rassurée dans son nouveau départ.

Aujourd'hui, elle travaille dans le service à la clientèle, où son sourire naturel et son grand sens de l'humour sont très appréciés autant par ses collègues que par la clientèle. Elle aime le contact humain et contribue chaque jour à créer une atmosphère chaleureuse et positive autour d'elle. En dehors du travail, Liudmila est passionnée de cuisine et de jardinage, deux activités qui lui apportent équilibre et créativité. Elle aime aussi danser, une façon pour elle d'exprimer sa joie de vivre et de célébrer chaque moment.

Parmi les accomplissements dont elle est le plus fière, il y a l'apprentissage du français. À son arrivée, elle ne savait dire que bonjour. Grâce à la francisation et à sa détermination, elle parle aujourd'hui français avec confiance, ce qui représente pour elle une grande victoire personnelle. Sensible aux enjeux environnementaux, elle a également développé

un projet de bacs de compost, un projet écologique qui lui tient profondément à cœur et qui reflète son désir de contribuer positivement à sa communauté.

Les enjeux qui la touchent particulièrement sont liés à la paix dans le monde. Elle souhaite de tout cœur que la guerre cesse dans les pays touchés afin que les peuples puissent vivre en paix et célébrer la vie. Pour l'avenir, elle espère obtenir sa résidence permanente, développer son entreprise de bacs de compost et, si possible, redevenir enseignante au primaire ici, comme elle l'était en Ukraine, afin de continuer à transmettre son savoir et son expérience.

Son conseil aux nouveaux arrivants est de se rapprocher des organismes communautaires pour obtenir de l'aide, des conseils et créer des liens, tout en mettant l'accent sur l'importance d'apprendre le français pour mieux s'intégrer. Aux personnes d'accueil, elle encourage de continuer à soutenir les immigrants et à demeurer ouverts, car cet accueil fait une réelle différence dans un parcours d'intégration.



Liudmila Kryvets

PHOTO : GUSTAVO GRANATO



Série complète disponible sur Youtube
youtube.com/@gazettemauricie



VOXGAZETTE.COM

Pour consulter et ajouter les activités près de chez vous...

GRATUITEMENT !

RECHERCHER UN ÉVÉNEMENT

INSCRIRE UN ÉVÉNEMENT



DONNEZ UN VÉLO

Votre vélo mérite une 2e vie!

POURQUOI DONNER ?

En donnant votre vélo, vous contribuez à offrir un moyen de transport abordable à des personnes qui en ont besoin. À La Cyclerie, les mécanicien·nes bénévoles le remettent en état, développent leurs compétences et le remettent en circulation à coût modique, contribuant ainsi à une mobilité plus durable à Trois-Rivières.

CE QUE NOUS PRENONS

- ✿ Nous acceptons tous les vélos (même les vélos pour enfants), les pièces (selles, pédales, etc.) et les accessoires (cadenas, supports, etc.).

POUR SAVOIR COMMENT DONNER



lacyclerie.ca

